

# Zurich Assurance habitation

## Conditions Précontractuelles

Zurich Insurance plc - Succursale au Portugal, une entité légalement autorisée à exercer l'activité d'assurance, avec une représentation permanente au Portugal, à Rua Barata Salgueiro, 41, 1269-058 Lisboa, commercialise le Zurich Assurance Habitation, dont les caractéristiques sont présentées dans les conditions précontractuelles suivantes

### Objet et garanties du contrat

- 1. Ce contrat garantit l'obligation d'assurer les immeubles constitués en régime de propriété horizontale, tant pour les fractions autonomes que pour les parties communes, identifiés dans la police, contre le risque d'incendie, même en cas de négligence de l'assuré ou de la personne dont il est responsable.**
- 2. Le contrat a également pour objet de garantir la couverture des risques décrits ci-dessous, correspondant aux dommages causés aux biens identifiés dans les conditions particulières:**
  - a) Biens immobiliers - Immeuble ou fraction d'immeuble constitué en régime de propriété horizontale ou non, autant pour les fractions autonomes que pour les parties communes ;**
  - b) Biens mobiliers - contenu ou effets et objets mobiliers ;**
  - c) Responsabilité civile non contractuelle ;**
  - d) Accidents personnels ;**
- 3. Aux fins de la police, on entend par immeuble ou fraction d'immeuble constitué en régime de propriété horizontale, ou non :**
  - a) L'immeuble d'habitation privée de l'assuré, dans le sens et l'étendue inscrits dans les « définitions », dont les murs extérieurs, la séparation entre les étages et la toiture sont construits avec des matériaux résistants, sauf si des matériaux de construction différents sont déclarés dans les conditions particulières ;**
  - b) Les machines dès lors qu'elles sont inhérentes au bon fonctionnement de l'immeuble assuré ;**
- 4. Aux fins de la police, on entend par contenu :**
  - a) Les objets à usage domestique et personnel de l'assuré, de sa famille ou de ses employés domestiques, qui cohabitent avec lui, et tout autre bien décrit dans les conditions particulières, à condition qu'ils se trouvent dans le logement privé de l'assuré situé au lieu déclaré dans la police ou dans les dépendances dès lors qu'elles sont fermées à clé.**
  - b) Les objets de valeur dûment déclarés dans les conditions particulières.**

**Paragraphe unique : Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les objets de valeur sont limités à la valeur totale de 1 500,00 € (mille cinq cent euros)**

### Champ d'application territoriale et temporelle

Ce contrat est en vigueur pour les sinistres survenus au Portugal sur le lieu de risque identifié dans les conditions particulières et pendant la durée de validité de la police, à moins que le champ d'application d'une couverture donnée en dispose autrement.

### Risques couverts et définition des garanties

- 1. Ce contrat couvre les risques identifiés, lesquels peuvent être souscrits en régime de franchises conformément à ce qui est prévu dans les conditions particulières :**
  - 1. Incendie, foudre et explosion**
  - 2. Tempêtes**

3. Inondations
4. Glissements de terrain
5. Dégâts des eaux
6. Recherche de défaillances
7. Dommages esthétiques
8. Dommages des canalisations souterraines
9. Risques électriques - capital au premier risque
10. Marchandises réfrigérées
11. Vol
12. Dégâts immobiliers causés par vol
13. Vol d'argent
14. Vol pratiqué sur les personnes assurées
15. Bris de glaces, vitres et sanitaires
16. Chute accidentelle de mobilier fixe
17. Responsabilité civile de l'assuré et du foyer familial
18. Responsabilité civile non contractuelle - dommages occasionnés par les biens assurés
19. Démolition et déblaiement
20. Retrait de boues
21. Bris ou chute de mâts d'antennes
22. Bris ou chute de panneaux solaires et/ou photovoltaïques
23. Remise en état de murs, portails et clôtures
24. Remise en état de jardins
25. Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux
26. Choc ou impact d'objets solides
27. Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés
28. Relogement temporaire
29. Perte de revenus
30. Frais du logement assuré
31. Dommages aux biens du propriétaire
32. Dommages aux biens des employés
33. Chute d'aéronefs
34. Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public
35. Actes de vandalisme, de malveillance ou de sabotage
36. Fumée
37. Dégâts causés par la chaleur
38. Fuite des installations de climatisation
39. Mesures des autorités, services publics et services de secours
40. Frais de documentation
41. Reconstitution de documents
42. Frais d'expertise technique
43. Défaillance de systèmes domotiques
44. Accidents personnels
45. Remise en état du bien immobilier après accident de l'assuré
46. Assistance au domicile

2. Sous réserve des exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III et des exclusions spécifiques à chaque couverture, Zurich garantit à l'assuré, conformément à l'acte de police et dans la limite du capital assuré pour chacun des risques couverts, une indemnisation et la réparation des pertes et des dommages causés aux biens assurés, en conséquence des événements suivants :

## 2.1 Incendie, foudre et explosion

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés :

- a) Résultant d'un incendie, même s'il y a eu négligence de la part de l'assuré ou d'une personne dont il est responsable ;
- b) Outre la couverture prévue au paragraphe précédent, sont également garantis les dommages causés aux biens assurés en conséquence des moyens utilisés pour lutter contre l'incendie, ainsi que les dommages occasionnés par la chaleur, la fumée, la vapeur ou les explosions résultant de l'incendie, et par les retraits ou destructions exécutés sur ordre de l'autorité compétente ou pratiqués à des fins de sauvetage, du moment qu'ils ont été exécutés ou pratiqués en raison d'un incendie ou de l'un des faits prévus ci-dessus ;
- c) Sauf convention contraire, sont inclus les dommages causés par l'action mécanique de la chute de la foudre, d'une explosion ou d'un autre accident similaire, même si ces événements ne sont pas accompagnés d'un incendie.

### 2.1.1 Incendie, foudre et explosion - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus de cette couverture :

- Sauf convention contraire, les pertes ou dommages résultant d'un incendie et/ou d'une explosion résultant, directement ou indirectement, de phénomènes sismiques, tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée et incendies souterrains.
- Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public, actes de terrorisme, de vandalisme, de malveillance ou de sabotage ; effets directs du courant électrique sur les appareils, les installations électriques et leurs accessoires, notamment la surtension et la surintensité, y compris ceux produits par l'électricité atmosphérique, tels que la foudre et les courts-circuits, même en cas d'incendie ; la perte ou le vol des biens assurés, s'ils sont commis pendant ou en conséquence d'un sinistre couvert.

## 2.1.2 - Incendie, foudre et explosion - Franchise

Aucune franchise ne s'applique à cette couverture.

## 2.2 Tempêtes

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés :

**a)** Typhons, cyclones, tornades et toute action directe de vents forts ou de chocs d'objets lancés ou projetés par ceux-ci (dès lors que leur violence détruit ou endommage plusieurs bâtiments de construction solide, des objets ou des arbres dans un rayon de 5 kilomètres autour des biens assurés) ;

En cas de doute, l'assuré peut démontrer qu'au moment du sinistre, les vents ont atteint une vitesse exceptionnelle (vitesse supérieure à 100 km/h), en produisant un document délivré par la station météorologique la plus proche ;

**b)** Chute de grêle à condition que ce phénomène atmosphérique provoque des dommages immobiliers dans un rayon de 5 kilomètres autour des biens assurés, et que l'assuré puisse, en cas de doute, en apporter la preuve en produisant un document délivré par la station météorologique la plus proche ;

**c)** Inondation par la pluie, la neige ou la grêle, à condition que ces agents atmosphériques pénètrent à l'intérieur de l'immeuble assuré à la suite des dégâts causés par les risques mentionnés au point a), et que ces dégâts surviennent dans les 48 heures suivant la destruction partielle de l'immeuble assuré.

Les dommages survenant dans les 48 heures suivant le moment où les biens assurés subissent les premiers dégâts sont considérés comme un seul et même sinistre ;

**d)** Chutes de neige, lorsqu'elles se produisent anormalement et qu'il n'y a pas lieu de considérer la perturbation atmosphérique correspondante, ni en raison du moment auquel se produit le phénomène ni en raison de son intensité, comme caractéristique d'une période donnée de l'année ou de situations géographiques favorisant leur manifestation.

Le caractère anormal de ce phénomène atmosphérique sera constaté au vu des dommages occasionnés par la même cause à des bâtiments situés dans un rayon de 5 kilomètres autour des biens assurés et, en cas de doute, l'assuré pourra produire un document délivré par la station météorologique la plus proche.

### 2.2.1 Tempêtes - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages causés :

**a)** Par l'action de la mer et d'autres surfaces d'eau, qu'elles soient naturelles ou artificielles, même si ces événements sont l'effet d'intempéries ;

**b)** Aux bâtiments ou édifices construits avec des matériaux non résistants et aux objets qui s'y trouvent, et aux bâtiments qui se trouvent dans un état de dégradation notoire au moment du sinistre ;

**c)** Aux bâtiments dont la structure n'est pas conçue pour résister aux effets normaux des chutes de neige ;

**d)** Aux marchandises et/ou autres biens meubles situés en plein air ;

**e)** Par infiltrations au travers des murs, plafonds, portes, fenêtres, lucarnes, terrasses ou auvents, ainsi que par égouttement, humidité, condensation et/ou oxydation, sauf s'ils résultent directement des risques prévus au point a) des garanties de cette couverture ;

**f)** Par l'eau, la neige, la grêle, le sable ou la poussière qui pénètrent à travers les portes, fenêtres ou autres ouvertures de l'immeuble laissées ouvertes ou dont l'isolation et/ou le mécanisme de fermeture est défectueux ;

**g)** Par des variations de température, même si elles résultent de chutes de neige ou de grêle ;

**h)** Aux panneaux solaires et photovoltaïques ainsi qu'à leurs structures et tirants, à moins de souscrire la couverture « Panneaux solaires » ou « Panneaux Photovoltaïques » ;

**i)** Aux dispositifs de protection tels que stores extérieurs, volets roulants et vérandas, enseignes lumineuses, antennes extérieures de réception et/ou de transmission du son et/ou de l'image, ainsi que leurs mâts et tirants, lesquels sont néanmoins couverts en cas de destruction totale ou partielle de l'immeuble assuré.

Paragraphe unique : L'exclusion prévue à l'alinéa précédent ne s'applique ni aux stores extérieurs ni aux vérandas lorsque les dommages résultent d'une chute de grêle conformément aux dispositions de l'alinéa b) du point 2.2. de la clause 4.

### 2.2.2 Tempêtes - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.3 Inondations

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés :

a) En conséquence de trombes d'eau ou pluies diluviennes, ou de précipitations atmosphériques ayant une intensité supérieure à dix millimètres en dix minutes au pluviomètre ; En cas de doute, l'assuré peut démontrer que les précipitations survenues ont atteint ou dépassé les valeurs susmentionnées, en produisant un document délivré par l'Institut de Météorologie ;

b) L'éclatement de canaux, collecteurs, drains, digues et barrages ;

c) Afflux ou débordement du lit de cours d'eau naturels ou artificiels.

Les dégâts survenant dans les 48 heures suivant le moment où les biens assurés subissent les premiers dommages sont considérés comme un seul et même sinistre.

### 2.3.1 Inondations - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages causés :

a) Par les marées montantes et les marées de vives eaux, ainsi que par l'action continue de la mer ou d'autres surfaces maritimes, naturelles ou artificielles ;

b) Aux bâtiments ou édifices construits avec des matériaux non résistants et aux objets qui s'y trouvent, et aux bâtiments qui se trouvent dans un état de dégradation notoire au moment du sinistre ;

c) Par infiltrations au travers des murs, plafonds, portes, fenêtres, lucarnes, terrasses ou auvents, ainsi que par égouttement, humidité, condensation et/ou oxydation, sauf s'ils résultent directement des risques prévus au point a) des garanties de cette couverture ;

d) Aux marchandises et/ou autres biens meubles situés en plein air ;

### 2.3.2 Inondations - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.4 Glissement de terrain

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés suite aux accidents géologiques suivants : glissements de terrain, éboulements et affaissements de terrain.

### 2.4.1 Glissement de terrain - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

a) Résultant de l'effondrement total ou partiel des structures assurées, non lié aux risques géologiques garantis, causé directement ou indirectement par des vibrations, la baisse du niveau phréatique, de travaux de déblaiement ou qui affaiblissent les appuis structurels, des excavations, des fondations, des opérations de forage et autres ;

b) Survenus dans les bâtiments ou autres biens assurés reposant sur des fondations qui ne sont pas conformes aux normes techniques ou aux règles d'ingénierie en termes d'exécution, en fonction des caractéristiques du terrain et du type de construction ou de biens couverts ;

c) Résultant d'un défaut de construction ou de conception, d'une imperfection au niveau de la qualité du terrain ou d'autres caractéristiques du risque, qui auraient dû être connus par l'assuré, ainsi que les dommages sur des biens assurés soumis à une action continue de l'érosion et de l'eau, sauf si l'assuré prouve que les dommages n'ont aucun rapport avec ces phénomènes ;

d) Survenus à la suite d'un des risques couverts ci-dessus, à condition qu'ils surviennent lors de secousses sismiques ou au cours des 72 heures suivant leur dernière manifestation ;

e) Causés à des biens assurés si, au moment du sinistre, le bâtiment était déjà endommagé, effondré ou déplacé par rapport à ses fondations, murs, gouttières ou toits ;

f) Aux panneaux solaires et photovoltaïques, ainsi qu'à leurs structures et tirants, à moins de souscrire la couverture « Panneaux solaires » ou « Panneaux Photovoltaïques » ;

### 2.4.2 Glissement de terrain - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.5 Dégâts des eaux

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages subits et imprévus causés aux biens assurés en conséquence d'une rupture, d'un défaut, d'une obstruction ou d'un débordement du réseau de distribution d'eau et des égouts du bâtiment (y compris les systèmes d'évacuation des eaux pluviales), ainsi que des appareils ou accessoires reliés au réseau de distribution d'eau et d'évacuation de ce bâtiment et leurs raccordements.

### 2.5.1 Dégâts des eaux - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Les robinets restés ouverts, sauf en cas d'interruption de l'approvisionnement en eau ;
- b) L'entrée d'eau de pluie à travers les toits, les portes, les fenêtres, les lucarnes, les terrasses et les vérandas, ainsi que par le reflux des eaux provenant de canalisations ou d'égouts n'appartenant pas à l'immeuble ;
- c) L'infiltration à travers les murs et/ou plafonds, l'humidité et/ou la condensation, sauf s'il s'agit de dommages résultant des couvertures prévues à la présente clause ;

### 2.5.2 Dégâts des eaux - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.6 Recherche de défaillances

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les frais encourus par l'assuré pour la recherche de défaillances et leur réparation, le remplacement des conduites, tubes et appareils ou accessoires raccordés au réseau interne de distribution d'eau, qui ont occasionné un sinistre, même si ce dernier n'est pas indemnisable par la couverture « Dégâts des eaux ».

### 2.6.1 Recherche de défaillances - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages qui :

- a) Résultent du manque d'entretien ou de maintenance des réseaux d'eau et d'égouts du bâtiment, lorsqu'il existe des indices clairs et incontestables de leur détérioration ou de leur endommagement, comme l'oxydation ou les infiltrations ;
- b) Impliquent la réparation ou le remplacement des installations sanitaires, chaudières, accumulateurs, chauffe-eau, radiateurs, climatiseurs et, en général, tout appareil raccordé, y compris les appareils électroménagers, à des installations fixes ;
- c) Sont liés à une consommation accrue d'eau perdue à la suite d'un sinistre.

### 2.6.2 Recherche de défaillances - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.7 Dommages esthétiques

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les frais supplémentaires que l'assuré doit supporter, à la suite d'un sinistre garanti par la police, pour sauvegarder la continuité et l'harmonie esthétique de l'immeuble ou de la fraction d'immeuble et qui aggravent les frais de réparation des dommages subis.

Ce contrat garantit également le paiement des frais nécessaires au remplacement des biens ou de parties de biens, non directement atteints par le sinistre, afin d'uniformiser leur aspect visuel, leur texture, leur couleur, leur forme ou leur taille avec les biens réparés ou remplacés.

Cette garantie ne couvre que la réparation ou le remplacement, pour des raisons esthétiques, des biens non atteints par le sinistre, qui se trouvent dans la pièce de la fraction assurée où les dommages garantis par le contrat ont eu lieu ou, lorsque l'immeuble est assuré dans sa totalité, dans la partie de l'immeuble assuré qui a été affectée.

L'indemnisation est calculée en prenant pour base l'utilisation de matériaux présentant des caractéristiques identiques à ceux utilisés à la date du sinistre.

Paragraphe unique : Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

### 2.7.1 Dommages esthétiques - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

Le remplacement de pièces manquant pour compléter une collection ou un ensemble d'objets, à savoir des volumes d'une œuvre littéraire ou musicale, des éléments d'un service de couverts ou de vaisselle, des éléments d'une série de peintures ou de figures artistiques.

### 2.7.2 Dommages esthétiques - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.8 Dommages des canalisations souterraines

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages accidentels et imprévus subis par les conduites souterraines d'eau ou de gaz, les égouts ou les câbles électriques, par les dérivations depuis le réseau public d'approvisionnement jusqu'à l'entrée de l'immeuble assuré, en conséquence directe de tout sinistre couvert par la police.

**Paragraphe unique :** Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

### 2.8.1 Dommages des canalisations souterraines - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Une maintenance ou un entretien défaillant des canalisations souterraines ;
- b) La détérioration ou l'usure normale, dues à une utilisation continue, à condition qu'il soit prouvé que les canalisations ou les installations étaient déjà détériorées avant le sinistre, notamment par l'existence de dommages antérieurs qui n'ont pas été complètement réparés ou remplacés.

Sauf convention contraire, les dommages causés lors de troubles sismiques ou dans les 72 heures qui suivent la survenance de secousses sismiques sont également exclus.

### 2.8.2 Dommages des canalisations souterraines – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.9 Risques électriques - Capital au premier risque

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les pertes ou dommages causés aux machines électriques, transformateurs, appareils et installations électriques ainsi que leurs accessoires, équipements informatiques, électroniques et équipements domotiques, résultant des effets directs du courant électrique, notamment les surtensions et les surintensités, y compris celles produites par l'électricité atmosphérique et les courts-circuits, même si elles ne provoquent pas d'incendie.

Mode de règlement des dommages et limites d'indemnisation :

- a) En cas de destruction totale des machines ou des équipements assurés, l'indemnisation doit correspondre à la valeur de remplacement du bien, à la date du sinistre, par un nouvel équipement présentant les mêmes caractéristiques et le même rendement que le bien détruit ;
- b) Si les machines ou les équipements sont réparables, les frais encourus pour les remettre en état doivent être indemnisés, y compris les frais de montage, de démontage et de transport, le cas échéant ;
- c) Si les coûts de réparation sont supérieurs à la valeur de remplacement du bien, les dispositions de l'alinéa a) s'appliquent ;
- d) Si un régime de franchise plus élevé est souscrit, il déroge à la limite minimale appliquée aux dommages indemnifiables, le sinistre étant réglé en vertu de la franchise contractée.

### 2.9.1 Risques électriques - Capital au premier risque - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

- a) Causés aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toute nature, aux tubes cathodiques des composants électroniques, lorsqu'ils ne sont pas causés par un incendie ou par l'explosion d'un objet voisin ;
- b) Dus à l'usure ou à une défaillance mécanique, ainsi qu'à des défauts existants dans l'installation électrique ou dans les équipements assurés ;
- c) Dont les fabricants, les fournisseurs, les vendeurs ou les entreprises chargées de la réparation des biens assurés sont contractuellement ou juridiquement responsables ;
- d) Causés aux tableaux et aux transformateurs de plus de 500 kW et aux moteurs de plus de 10 CV ;
- e) Causés à des équipements dont l'existence n'est pas prouvée par une pièce justificative ;
- f) Causés aux panneaux solaires et photovoltaïques ainsi qu'à leurs structures et tirants, à moins de souscrire la couverture « Panneaux solaires » ou « Panneaux photovoltaïques » ;
- g) Dus à des surcharges intentionnelles, à des essais ou à des expériences impliquant des conditions anormales de courant électrique ;
- h) Résultant de l'utilisation d'un matériel informatique assuré après qu'il ait subi des dommages indemnifiables par cette couverture, sans que sa réparation définitive ait été réalisée et que son fonctionnement normal ait été garanti ;
- i) Aux mémoires ou disques externes et aux informations qui y sont contenues, ainsi qu'à la reconstitution de documents et fichiers informatiques perdus ou endommagés ;

Sauf mention contraire figurant expressément dans les Conditions Particulières, cette couverture ne garantit pas non plus les dommages survenus ou occasionnés lors de phénomènes sismiques ou dans les 72 heures suivant à leur dernière manifestation.

### 2.9.2 Risques électriques - capital au premier risque - Franchise

En cas de sinistre, la franchise prévue dans les conditions particulières sera déduite de l'indemnité due par Zurich.

## 2.10 Marchandises réfrigérées

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages aux denrées alimentaires stockées dans les chambres froides et/ou dans les réfrigérateurs de l'assuré, exclusivement causés par :

- a) Panne des appareils de réfrigération ;
- b) Fuite accidentelle du fluide de refroidissement ;
- c) Interruption sans préavis, dûment justifiée, de l'approvisionnement public en énergie, pendant au moins 6 (six) heures ;
- d) Interruption de l'énergie électrique par l'appareil contenant les biens, en raison d'un sinistre garanti par la police.

### 2.10.1 Marchandises réfrigérées - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Une erreur de manipulation de l'appareil réfrigérant ;
- b) Un rendement insuffisant de l'appareil réfrigérant ;
- c) Une erreur de construction ou d'installation de l'appareil réfrigérant ;
- d) Une coupure de l'approvisionnement énergétique motivée par un fait imputable à l'assuré ;
- e) Toute autre cause que celles garanties par la couverture ;
- f) Des dommages causés aux appareils par la détérioration des denrées alimentaires.

### 2.10.2 Marchandises réfrigérées - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.11 Vol

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, l'indemnisation des pertes résultant de la disparition, destruction ou détérioration des objets désignés dans la police, par vol (tentative de vol et vol) commis à l'intérieur des lieux décrits et dans les circonstances suivantes :

- a) Commis par effraction, escalade ou utilisation de fausses clés ;
- b) Commis en dehors des situations précédentes, lorsque l'auteur ou les auteurs de l'infraction pénètrent sur les lieux ou s'y cachent avec l'intention de voler ;
- c) Commis en usant de violence envers les personnes qui travaillent ou se trouvent sur le lieu de risque, ou par la menace, en les menaçant d'un danger imminent pour leur intégrité physique ou pour leur vie, ou en les mettant dans l'impossibilité de résister ;
- d) Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, les biens situés en plein air ou sur les balcons, terrasses, vérandas et dans les entrées non fermées ou dans des immeubles ou fractions qui ne peuvent être fermés ou dont les accès ne peuvent être verrouillés, ne sont pas garantis par cette couverture.

### 2.11.1 Vol - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Une disparition qui n'est pas susceptible d'être élucidée et qui, comme telle, ne peut être qualifiée de vol, les pertes ou les manques constatés lors d'un inventaire ou d'un contrôle des stocks ;
- b) Un vol commis par le preneur d'assurance, l'assuré et/ou les personnes assurées, ainsi que les parents ou parents par alliance, en ligne directe et jusqu'au deuxième degré de la ligne collatérale, les personnes adoptées, sous tutelle ou curatelle, même s'ils ne cohabitent pas avec l'assuré ;
- c) Un vol dont les auteurs ou les complices sont les employés du preneur d'assurance ou de l'assuré, ainsi que toute personne à laquelle ont été confiées les clés de l'immeuble ou de la fraction ;
- d) Un vol résultant du non-remplacement des serrures ou de leurs mécanismes en cas de vol ou de perte de clés de l'immeuble ou de la fraction, ainsi que de l'oubli, même temporaire, de clés sur les portes ou dans un endroit accessible à tous ;
- e) Un vol commis au cours de travaux sur le lieu de risque, et par escalade d'échafaudages sur les immeubles voisins, sans qu'il y ait effraction de l'immeuble ou de la fraction où se trouvent les biens assurés ;
- f) Un vol commis pendant ou après tout autre sinistre couvert par la police.



**2.** Le vol d'objets de valeur n'est pas garanti si, alors que l'assurance est en vigueur, le logement assuré est inoccupé pendant plus de 60 (soixante) jours consécutifs, à moins que l'assuré ne prouve qu'il y séjournait au moment du sinistre.

### 2.11.2 Vol - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.12 Dégâts immobiliers causés par vol

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, l'indemnisation des dommages causés directement à l'immeuble ou à une fraction de l'immeuble, à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol, commis par les moyens prévus et visés au point 2.11.

### 2.12.1 Dégâts immobiliers causés par vol - Exclusions

**1.** Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a)** Vol dont l'auteur ou les complices sont le preneur d'assurance, l'assuré et/ou les personnes assurées, ainsi que les parents ou parents par alliance en ligne directe et jusqu'au deuxième degré de la ligne collatérale, les personnes adoptées, sous tutelle et curatelle, même s'ils ne cohabitent pas avec l'assuré ;
- b)** Vol dont les auteurs ou les complices sont les employés du preneur d'assurance ou de l'assuré, ainsi que toute personne à laquelle ont été confiées les clés de l'immeuble ou de la fraction ;
- c)** Vol commis au cours de travaux sur le lieu de risque, et par escalade d'échafaudage sur les immeubles voisins, sans qu'il y ait effraction de l'immeuble ou de la fraction où se trouvent les biens assurés ;

### 2.12.2 Dégâts immobiliers causés par vol - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.13 Vol d'argent

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le vol d'argent selon les dispositions et conditions prévues et visées dans la couverture « Vol ».

### 2.13.1 Vol d'argent - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a)** Une disparition qui n'est pas susceptible d'être élucidée et qui, comme telle, ne peut être qualifiée de vol, les pertes ou les manques constatés lors d'un inventaire ou d'un contrôle des stocks ;
- b)** Un vol commis par le preneur d'assurance, l'assuré et/ou les personnes assurées, ainsi que les parents ou parents par alliance, en ligne directe et jusqu'au deuxième degré de la ligne collatérale, les personnes adoptées, sous tutelle ou curatelle, même s'ils ne cohabitent pas avec l'assuré ;
- c)** Un vol dont les auteurs ou les complices sont les employés du preneur d'assurance ou de l'assuré, ainsi que toute personne à laquelle ont été confiées les clés de l'immeuble ou de la fraction ;
- d)** Un vol commis pendant ou après tout autre sinistre couvert par la police.

### 2.13.2 Vol d'argent - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.14 Vol pratiqué sur les personnes assurées

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages subis par les personnes assurées dans le cadre de leur vie privée à la suite d'actes de violence ou de menaces, dont la déclaration auprès des autorités compétentes sert de justificatif, à savoir :

- a)** Vol ou détérioration de vêtements, montres, chaussures, valises ou accessoires personnels utilisés par la personne assurée au moment du sinistre ;
- b)** Vol d'argent ;
- c)** Frais d'obtention de nouveaux documents à usage personnel et individuel, notamment carte d'identité, carte de citoyen, permis de conduire ou passeport ;
- d)** Frais nécessaires au traitement des blessures ayant nécessité des soins médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers ou infirmiers, ainsi que les frais de transport nécessaires pour recevoir ces soins.



Aux fins de cette garantie, on entend par personnes assurées, l'assuré et son conjoint (ou la personne vivant en union libre avec l'assuré), ses descendants (y compris les enfants adoptés et sous tutelle ou curatelle) et les mineurs vivant sous le même toit que l'assuré.

Sauf convention contraire, les garanties accordées par cette couverture sont applicables au Portugal et lorsque le sinistre a lieu en dehors de l'habitation assurée.

L'indemnisation sera payée sur présentation des justificatifs des dépenses engagées.

#### 2.14.1 Vol pratiqué sur les personnes assurées - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Dus à la négligence ou faute grave des personnes assurées, des personnes qui cohabitent avec elles ou des personnes dont elles sont responsables ;
- b) Qui n'ont pas été déclarés aux autorités compétentes ;
- c) Occasionnés par la participation des personnes assurées à des bagarres, rixes ou paris ;
- d) Dus à l'utilisation abusive ou frauduleuse par des tiers de cartes bancaires ou similaires ou de cartes de crédit, notamment par retrait automatique d'espèces.

#### 2.14.2 Vol pratiqué sur les personnes assurées - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

### 2.15 Bris de glaces, de vitres et d'appareils sanitaires

Ce contrat garantit, dans la limite des conditions particulières, les dommages résultant d'un bris accidentel, causé aux biens suivants :

- a) Miroirs et vitres fixes des fenêtres, portes, impostes, lucarnes, serres, jardins d'hiver et vérandas ;
- b) Installations sanitaires, indépendamment de leur matériau de fabrication ;
- c) Vitrocéramiques, à condition qu'elles soient encastrées dans l'immeuble ou dans des objets fixes.

#### 2.15.1 Bris de glaces, de vitres et d'appareils sanitaires - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Bris résultant d'un défaut d'installation ou de mise en place ou d'autres travaux effectués sur ces éléments ;
- b) Opérations d'assemblage, de démontage et de remontage ;

2. Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, sont exclus de cette couverture :

- a) Écrans de téléviseurs et TSF ;
- b) Vitres ou miroirs de valeur artistique, décorés ou avec inscriptions, vitraux et vitres ou miroirs suspendus ;
- c) Vitres ou miroirs gravés ou peints ;
- d) Plaques en verre et en marbre appliquées sur du mobilier.

Les dommages indemnifiables au titre de cette couverture ne sont pas cumulables avec les indemnisations versées au titre de la couverture 2.31 « Dommages aux biens du propriétaire ».

#### 2.15.2 Bris de glaces, de vitres et d'appareils sanitaires - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

### 2.16 Chute accidentelle de mobilier fixe

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, une indemnisation des dommages causés aux biens suivants par le décrochage accidentel et imprévu du mobilier fixé (boulonné ou encastré) sur les murs de l'immeuble assuré ou des lustres, plafonniers ou appliques :

- a) Les meubles non fixés, les objets qu'ils contiennent et les autres biens situés à proximité immédiate, à condition qu'ils soient assurés par le contrat ;
- b) Les murs et les planchers directement touchés par la chute des biens visés à l'alinéa précédent, à condition qu'ils soient assurés par le contrat.

### 2.16.1 Chute accidentelle de mobilier fixe - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Le détachement causé par la fragilité des murs ;
- b) Le détachement causé par l'installation d'objets sur des supports inappropriés ;
- c) Les dommages survenant lors de phénomènes sismiques ou dans les 48 heures suivant leur dernière manifestation.

### 2.16.2 Chute accidentelle de mobilier fixe - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.17 Responsabilité civile de l'assuré et du foyer familial

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations légalement exigées à l'assuré, en tant que propriétaire de l'immeuble assuré, ou en tant que locataire ou occupant du lieu de risque mentionné dans les conditions particulières, au titre de la responsabilité civile non contractuelle et en raison des dommages corporels et/ou matériels causés à des tiers.

La garantie accordée à l'assuré en tant que propriétaire, locataire ou occupant s'étend à tous les faits, actes ou omissions, y compris la conduite de bicyclettes, pratiqués dans sa vie privée, au Portugal, dans les autres pays de l'Union européenne et en Suisse.

Les personnes suivantes sont également considérées comme couvertes par cette garantie, à condition qu'elles cohabitent avec l'assuré :

- a) Le conjoint ou assimilé, ascendants, descendants, frères et sœurs ;
- b) Les enfants adoptés et assimilés en ligne directe et jusqu'au deuxième degré de la ligne collatérale ;
- c) Les personnes sous tutelle ou curatelle ;
- d) Les employés lorsqu'ils sont en service domestique ;
- e) Dommages causés par des animaux domestiques, à l'exception des animaux « dangereux ou potentiellement dangereux », conformément à la législation en vigueur, appartenant à l'assuré et vivant avec lui, sauf ceux utilisés à des fins lucratives.

En vertu de cette garantie, la responsabilité de Zurich pour chaque sinistre ou ensemble de sinistres survenus au cours de l'annuité ou de la durée de validité, si la garantie est souscrite pour une durée de moins d'un an, ne peut dépasser le montant maximum stipulé dans les conditions particulières.

### 2.17.1 Responsabilité civile de l'assuré et du foyer familial - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) La responsabilité professionnelle ;

Aux effets de cette police, on entend par responsabilité civile professionnelle l'obligation de réparer les dommages causés ou subis par le bien, objet de l'exercice défaillant de la profession ;

- b) La responsabilité pénale, administrative ou disciplinaire ;
- c) La responsabilité civile découlant de la propriété de biens immobiliers ou de travaux non assurés par la police ;
- d) La pratique d'activités sportives ou récréatives avec utilisation d'armes et pratiquées dans des conditions contraires aux dispositions légales en vigueur ;
- e) Les pertes ou dommages résultant du non-respect des conditions de sécurité imposées par la législation en vigueur concernant la circulation sur la voie publique des animaux prévus dans la couverture ;
- f) Les pertes ou dommages résultant d'actes ou d'omissions délibérés des personnes assurées (sauf si elles ne sont pas pleinement en mesure d'exercer leurs droits) ainsi que des actes ou omissions commis dans un état d'inconscience volontairement atteint ;
- g) Les pertes ou dommages causés aux objets ou animaux confiés à la garde de l'assuré ou loués par lui, ainsi qu'à ceux qui lui ont été livrés à des fins de transport, manutention ou utilisation ;
- h) Les pertes ou dommages subis par les personnes assurées, à savoir le conjoint (ou la personne légalement assimilée), les ascendants et descendants ou les personnes cohabitant avec elles ou vivant leur sa charge, ou encore les personnes ayant des relations professionnelles avec l'assuré ou dont il est civilement responsable ;
- i) Les amendes et cautions de toute nature et les conséquences pécuniaires d'une procédure pénale ou d'un litige fondé sur la mauvaise foi ;
- j) Les frais de recours de l'assuré au tribunal supérieur, sauf si Zurich le juge nécessaire ;
- k) Les pertes ou dommages causés par des marchandises, des véhicules et des activités qui, en vertu de la loi, doivent être soumis à une assurance obligatoire de responsabilité civile ;

- l) Les pertes ou dommages causés par d'autres véhicules terrestres, aériens ou aquatiques, à l'exception des modèles motorisés à télécommande (sauf les drones, dont les dommages ou dégâts sont absolument exclus) ;
- m) Les indemnités dues en vertu de la législation relative aux accidents du travail ainsi qu'aux maladies professionnelles de toute nature ;
- n) Les responsabilités contractuelles de l'assuré, dans la mesure où elles dépassent sa responsabilité non contractuelle ;
- o) Les pertes ou dommages causés à la part de l'assuré dans les parties communes de l'immeuble assuré ;
- p) Les indemnités complémentaires auxquelles l'assuré est condamné par décision judiciaire, à titre punitif ou exemplaire ;
- q) Les pertes ou dommages résultant de la violation par l'assuré des lois et règlements, ou les amendes techniques ou de sécurité en vigueur, applicables à son activité ou aux biens ou équipements utilisés ;
- r) Les pertes ou dommages découlant directement ou indirectement de l'amiante ou de tout produit dérivé ;
- s) La responsabilité civile résultant de la possession d'animaux « dangereux ou considérés dangereux » conformément à la législation en vigueur.

## 2.17.2 Responsabilité civile de l'assuré et foyer familial – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.18 Responsabilité civile non contractuelle - dommages occasionnés par les biens assurés

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnités légalement exigibles à l'assuré suite aux dommages corporels et/ou matériels causés à des tiers par les biens assurés situés sur le lieu du risque.

L'objet de l'assurance étant une fraction autonome d'un immeuble en régime de propriété horizontale, cette couverture garantit également la responsabilité civile de l'assuré suite aux dommages causés par les parties communes de l'immeuble dans lequel la fraction assurée est insérée, à hauteur du pourcentage de la fraction.

### 2.18.1 Responsabilité civile non contractuelle – Dommages occasionnés par les biens assurés - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus :

- a) Les pertes ou dommages causés par des installations précaires ou non conformes aux exigences légales ou réglementaires de montage, d'installation et de sécurité ;
- b) Les pertes ou dégâts causés lorsque l'immeuble assuré, ou l'immeuble où se trouve la fraction assurée, s'est, immédiatement avant le sinistre, effondré ou déplacé de ses fondations, de sorte que sa stabilité et sa sécurité globale en sont affectées ;
- c) Les pertes ou dommages dus à une maintenance ou à un entretien défaillant des réseaux d'eau et d'égouts du bâtiment assuré ou du bâtiment où se trouve la fraction assurée, démontrés par des signes évidents et incontestables de détérioration ou d'endommagement, comme l'oxydation, les infiltrations ou les taches ;
- d) Les pertes ou dommages résultant du non-respect des dispositions légales ou réglementaires relatives à la conservation des bâtiments et/ou de leurs installations ;
- e) Les pertes ou dommages causés par des ascenseurs et des monte-charges dus à une surcharge, ou si aucun contrat n'a été conclu avec une entité spécialisée dans l'inspection, la maintenance et l'assistance technique de ces appareils ;
- f) Les pertes ou dommages causés par l'exercice de toute activité commerciale ou industrielle, sur le lieu de risque ;
- g) Les pertes ou dommages subis par les personnes assurées, à savoir le conjoint (ou la personne légalement assimilée), les ascendants et descendants ou les personnes cohabitant ou vivant à leur charge, ou encore les personnes ayant des relations professionnelles avec l'assuré ou dont il est civilement responsable ;
- h) Les pertes ou dommages causés à des biens meubles ou immeubles, loués ou détenus par les personnes assurées ;
- i) Les pertes ou dommages causés aux objets ou animaux confiés à la garde des personnes assurées ;
- j) Les pertes ou dommages causés par des biens qui doivent faire l'objet d'une assurance obligatoire de responsabilité civile ;
- k) Les pertes ou dommages causés par des véhicules terrestres, aériens ou aquatiques, avec ou sans moteur ;

Les indemnités dues conformément aux dispositions de la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi que tous les risques pour lesquels, selon la loi, l'assurance est obligatoire ;

- l) Les pertes ou dommages résultant de la responsabilité civile patronale ;
- m) Les dommages causés par une pollution non accidentelle ;

n) Les pertes ou dommages résultant d'un accord ou d'un contrat, dans la mesure où la responsabilité qui en résulte dépasse ce que l'assuré serait tenu de payer en l'absence d'un tel accord ou contrat ;

o) Les pertes ou dommages résultant de travaux de maintenance, de modification ou de réparation du bâtiment assuré ;

p) Les pertes ou les dommages résultant de la responsabilité pénale.

## 2.18.2 Responsabilité civile non contractuelle – dommages occasionnés par les biens assurés - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.19 Démolition et déblaiement

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement à l'assuré des frais raisonnablement supportés pour les travaux de démolition et de déblaiement causés par un sinistre couvert par la police.

Paragraphe unique : Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

### 2.19.1 Démolition et déblaiement - Exclusions

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages liés aux coûts de démolition d'une partie de l'immeuble ou de la fraction assurée qui ne soit pas endommagée, même si cette démolition résulte d'une obligation légale ou réglementaire.

### 2.19.2 Démolition et déblaiement - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.20 Retrait de boues

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dépenses que l'assuré doit effectuer pour le retrait des boues, à la suite d'une inondation couverte par la police conformément à ce qui est prévu dans la couverture « Inondations ».

### 2.20.1 Retrait de boues - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.20.2 Retrait de boues - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.21 Bris ou chute de mâts d'antennes

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages causés aux antennes externes TV ou TSF ainsi qu'à leurs mâts et tirants, suite à un bris ou une chute accidentelle, pour des raisons non garanties ou qui ne peuvent être garanties par les autres couvertures du contrat.

### 2.21.1 Bris ou chute de mâts d'antennes - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, les pertes ou dommages survenant lors d'opérations de montage, de démontage ou de maintenance sont également exclus.

### 2.21.2 Bris ou chute de mâts d'antennes – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.22 Bris ou chute de panneaux solaires et/ou photovoltaïques

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages causés sur les panneaux solaires et/ou photovoltaïques de captage d'énergie, installés pour l'utilisation de l'assuré, suite à un bris ou une chute accidentelle, pour des raisons non garanties par les couvertures restantes du contrat.

Par convention expresse et moyennant la souscription de la « condition spéciale Panneaux solaires et/ou Panneaux photovoltaïques », pourront être garantis les dommages qui leur sont causés en conséquence des événements suivants : « Incendie, foudre et explosion », « Tempêtes », « Glissement de terrain », « Actes de Vandalisme », « Grèves, émeutes et troubles à l'ordre public », « Vol » et « Risques électriques ».

### 2.22.1 Bris ou chute de panneaux solaires et/ou photovoltaïques - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages résultant :

a) Des opérations d'assemblage, de réparation ou de maintenance des panneaux solaires, ainsi que de leurs structures et tirants ;

- b) Des travaux de construction, de réparation, de nettoyage ou de transformation du bâtiment ;
- c) De dommages causés aux tubes ou canalisations de l'installation dus à l'usure ou à un dysfonctionnement ;
- d) De dommages garantis par toute autre couverture des conditions générales et spéciales, souscrite ou non.

### 2.22.2 Bris ou chute de panneaux solaires et/ou photovoltaïques – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.23 Aménagements de murs, portails et clôtures

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, en conséquence directe des risques garantis pour l'immeuble assuré, le paiement des indemnisations pour les dommages causés aux biens suivants :

- a) Clôtures et murs entourant l'immeuble assuré et/ou le terrain sur lequel se trouve l'immeuble assuré, ainsi que les portails respectifs ;
- b) Murs d'enceinte et/ou de séparation de la propriété et leurs portails, ne faisant pas partie intégrante de l'immeuble assuré ;
- c) Lampadaires, piliers et autres éléments fixes similaires.

Paragraphe unique : Les exclusions spécifiques des couvertures 2.2 Tempêtes et 2.3 Inondations ne s'appliquent pas à ce type de biens.

Afin de déterminer le montant de l'indemnisation, seuls les frais effectivement encourus et justifiés par l'assuré suite à la reconstruction ou la reconstitution des biens endommagés, en respectant leurs caractéristiques antérieures, doivent être pris en compte, à condition qu'elle soit effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date du sinistre.

### 2.23.1 Aménagements de murs, portails et clôtures – Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III et les exclusions spécifiques, si les couvertures « Glissement de terrain » et/ou « Phénomènes sismiques » sont souscrites, sont également exclus :

- a) Les murs de soutènement et/ou talus existants dans la propriété où se trouve l'immeuble assuré ;
- b) Les dommages résultant d'une maintenance ou d'un entretien défaillant, ainsi que ceux résultant d'une détérioration ou usure normale due à une utilisation continue ;
- c) Les dommages causés par ou aux biens assurés reposant sur des fondations contraires aux normes techniques ou aux règles d'ingénierie en termes d'exécution, en fonction des caractéristiques du terrain et du type de construction ou de biens affectés ;
- d) Les dommages causés par les marées montantes et les marées de vives eaux, ainsi que par l'action continue de la mer ou d'autres surfaces d'eaux, naturelles ou artificielles ;
- e) Les dommages causés par des véhicules terrestres et des animaux lorsque le responsable de l'indemnisation est le preneur d'assurance, un membre du foyer familial ou d'autres personnes dont ils sont civilement responsables ;
- f) Le vol ;

### 2.23.2 Aménagements de murs, portails et clôtures – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.24 Aménagements de jardins

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages et préjudices directement causés par les risques garantis pour l'immeuble assuré, les jardins environnant l'immeuble assuré, y compris les arbres, les fleurs, les pelouses et le système d'arrosage.

Afin de déterminer le montant de l'indemnisation, seuls seront pris en compte les frais effectivement encourus et justifiés par l'assuré, liés à la réparation ou la reconstitution des pelouses, le remplacement des fleurs, arbustes et arbres par d'autres de la même espèce ou similaire mais jeunes, à condition qu'elle soit effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date du sinistre.

Paragraphe unique : Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

### 2.24.1 Reconstitution de jardins - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages résultant :

- a) Un éclatement et/ou un dysfonctionnement du système d'arrosage, de ses accessoires et des éléments de commande ;
- b) Une maintenance ou un entretien défaillants, ainsi que les pertes et dommages résultant d'une détérioration ou d'une usure normale due à une utilisation continue ;

c) La reconstitution, plantation ou régénération de plantes qui ont péri pour une raison autre qu'un accident garanti ;

## 2.24.2 Reconstitution de jardins – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.25 Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés par l'impact ou le choc de véhicules terrestres ou d'animaux, dès lors que l'assuré ou la personne dont il est civilement responsable n'est pas au volant, si l'assuré n'en est pas civilement responsable et que les dégâts n'affectent pas les véhicules.

### 2.25.1 Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

a) Causés par des véhicules terrestres et des animaux lorsque le responsable de l'indemnisation est le preneur d'assurance, une personne du foyer familial ou d'autres personnes dont ils sont civilement responsables ;

b) Subis par les véhicules eux-mêmes.

### 2.25.2 Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.26 Choc ou impact d'objets solides

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés à la suite de chocs ou d'impacts d'objets solides provenant de l'extérieur.

### 2.26.1 Choc ou impact d'objets solides - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, les pertes ou les dommages causés aux auvents, parapets ou autres biens situés à l'extérieur des bâtiments sont également exclus ;

### 2.26.2 Choc ou impact d'objets solides - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.27 Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés

1. Ce contrat garantit à l'assuré, en cas de sinistre couvert par cette police, entraînant une privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés, le paiement des frais supportés par l'assuré, inhérents au transport des objets assurés non détruits et à leur stockage, ainsi qu'à son séjour dans un autre logement et à celui des personnes qui cohabitent avec lui, dans la limite de l'indemnisation fixée dans les conditions particulières de la police.

2. Cette garantie est valable pendant la durée nécessaire au relogement de l'assuré sur le lieu du sinistre, durée qui ne peut excéder 6 (six) mois.

3. L'indemnisation sera payée sur présentation de documents justifiant les dépenses engagées, après déduction des frais auxquels l'assuré serait soumis si le sinistre n'avait pas eu lieu et qu'il n'a pas supportés. Le montant de l'indemnisation, moins les frais de transport des objets assurés, est limité à la part du capital maximal assuré correspondant au nombre de jours de privation effective du lieu du risque.

4. Il est indispensable, pour le fonctionnement de cette garantie en ce qui concerne le séjour, que l'assuré, à la date du sinistre, habite le lieu de risque et que celui-ci constitue sa résidence régulière et permanente.

5. Dans le cadre de cette garantie et à condition que Zurich soit informée, les biens assurés ayant été transférés vers un autre lieu de risque continuent à être couverts dans les mêmes conditions de cette police, sans préjudice de l'ajustement tarifaire effectué en fonction des caractéristiques du nouveau lieu de risque.

### 2.27.1 Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.27.2 Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.28 Relogement temporaire

Cette couverture garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, l'extension des garanties contractées tant que les biens assurés se trouvent temporairement dans un autre lieu de risque dans lequel l'assuré a établi sa résidence, pendant une durée n'excédant pas 90 (quatre-vingt-dix) jours par an.

L'assuré s'engage à communiquer à Zurich, au moins 30 (trente) jours à l'avance, le nouveau lieu de risque.

### 2.28.1 Relogement temporaire - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages aux :

- a) Tentes et caravanes, ainsi que les dommages causés aux biens qui s'y trouvent ;
- b) Véhicules à moteur, remorques et embarcations ;
- c) Biens transférés dans une résidence non permanente ou habitation secondaire de l'assuré.

Sauf mention figurant expressément dans les conditions particulières, sont exclus de cette garantie les objets de valeur définis à l'alinéa ab) de l'article 1 « Définitions ».

### 2.28.2 Relogement temporaire – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.29 Perte de revenus

Ce contrat garantit à l'assuré, en sa qualité de propriétaire, une indemnisation correspondant à la valeur mensuelle des loyers assurés qu'il ne pourra plus percevoir dans l'immeuble, celui-ci ne pouvant plus être occupé, en totalité ou en partie, en raison d'un sinistre couvert par cette police, dans la limite d'indemnisation fixée dans les conditions particulières.

Cette garantie est valable pendant la durée raisonnablement nécessaire pour l'exécution des travaux de remise en état de l'immeuble assuré, cette durée étant limitée, dans tous les cas, à douze (12) mois.

### 2.29.1 Perte de revenus - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.29.2 Perte de revenus - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.30 Charges inhérentes au logement assuré

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations dues pour les dépenses que l'assuré continue de supporter pour l'habitation assurée, malgré le sinistre et la conséquente inhabitabilité du lieu de risque, notamment, la prestation des services d'approvisionnement en eau, gaz et électricité durant la période des travaux de remise en état de l'immeuble empêchant son utilisation par l'assuré.

Cette couverture est remboursée sur présentation de justificatifs du paiement des charges et sera limitée à la durée d'absence effective (en jours), le remboursement étant calculé en fonction du nombre total de jours facturés dans le mois et des jours d'absence.

### 2.30.1 Charges inhérentes au logement assuré - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages résultant :

- a) Le remboursements des autres dépenses que celles qui sont définies comme des dépenses de consommation normale des services fournis ;
- b) Le remboursement de toutes dépenses après la conclusion des travaux de remise en état ;
- c) Tous remboursements tant que les dommages subis par le bâtiment empêchent la prestation des services indiqués.

### 2.30.2 Charges inhérentes au logement assuré - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.



## 2.31 Dommages aux biens du propriétaire

Si cela est expressément stipulé dans les conditions particulières, sont garantis, dans les limites prévues au contrat, les dommages matériels causés aux biens appartenant au propriétaire, suite à un sinistre couvert par cette police, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières.

L'indemnisation ne peut être payée que sur la présentation des justificatifs des dépenses engagées, dûment contrôlés par les services de Zurich.

Les dommages indemnifiables au titre de cette couverture ne sont pas cumulables avec les indemnisations versées au titre de la couverture 2.15 « Bris de glaces, vitres et appareils sanitaires ».

### 2.31.1 Dommages aux biens du propriétaire - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.31.2 Dommages aux biens du propriétaire – Franchise

En cas de sinistre, la franchise prévue dans les conditions particulières sera déduite de l'indemnisation due par Zurich.

## 2.32 Dommages aux biens des employés

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations inhérentes aux dommages subis par les biens appartenant aux employés de l'assuré à l'intérieur de l'habitation assurée, suite à un sinistre couvert par les couvertures souscrites.

### 2.32.1 Dommages aux biens des employés - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages aux :

- a) Véhicules, remorques et embarcations, ainsi que sur les suppléments, composants et accessoires correspondants ;
- b) Objets de valeur visés au point ab), article 1, « Définitions ».

### 2.32.2 Dommages aux biens des employés - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.33 Chute d'aéronefs

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement d'indemnisations pour les dommages causés aux biens assurés suite à :

- a) Un choc ou une chute de tout ou partie des dispositifs de navigation aérienne et engins spatiaux ou d'objets tombés ou largués de ceux-ci ;
- b) La vibration ou la secousse résultant de la traversée du mur du son par un appareil de navigation aérienne.

### 2.33.1 Chute d'aéronefs - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.33.2 Chute d'aéronefs - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.34 Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations pour dommages, y compris s'ils résultent d'un incendie ou d'une explosion, directement causés aux biens assurés :

- a) Par des personnes participant à des grèves, lock-out, perturbations du travail, émeutes et atteintes à l'ordre public ;
- b) Par des actes d'une autorité légalement constituée, en vertu de mesures prises à l'occasion des événements susmentionnés pour la sauvegarde ou la protection des personnes et des biens.

L'assuré est tenu d'utiliser les moyens à sa portée pour défendre ou protéger les biens assurés.

### 2.34.1 Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public – Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.34.2 Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public – Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.35 Actes de vandalisme, de malveillance ou de sabotage

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations pour dommages directement causés aux biens assurés suite à :

- a) Des actes de vandalisme ou de malveillance ;
- b) Des actes pratiqués par toute autorité légalement constituée, en vertu de mesures prises à l'occasion des événements mentionnés à l'alinéa a) pour la sauvegarde ou la protection des personnes et des biens ;
- c) Des actes de sabotage, étant entendu comme tel un acte de destruction ou visant à empêcher le fonctionnement ou à détourner de leur usage normal, définitivement ou temporairement, totalement ou partiellement, des moyens ou voies de communication, des installations de services publics ou destinés à l'approvisionnement et à la satisfaction des nécessités vitales de la population, avec l'intention de détruire, altérer ou subvertir l'état de droit constitutionnellement établi, commis par un individu ou un ensemble d'individus ;

### 2.35.1 Actes de vandalisme, de malveillance ou de sabotage - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus :

- a) Le vol, avec ou sans effraction, lié directement ou indirectement aux risques couverts par cette garantie ;
- b) Les dommages causés aux objets situés en plein air et/ou dans des lieux publics, cours, escaliers, couloirs d'accès, terrasses ou dépendances non fermées à clé ;
- c) Les dommages causés par des « graffitis » - inscriptions ou dessins peints ou gravés - sur des biens assurés ;
- d) Les dommages causés aux panneaux solaires et photovoltaïques, à leurs structures et tirants, à moins que la couverture « Panneaux solaires » ou « Panneaux photovoltaïques » ne soit souscrite.

### 2.35.2 Actes de vandalisme, de malveillance ou de sabotage - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.36 Fumée

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dommages causés aux biens assurés à la suite de fuites ou de fumées soudaines, imprévues et anormales, provenant d'installations techniques faisant partie de l'équipement assuré et rattachées aux cheminées par le biais de conduits appropriés.

### 2.36.1 Fumée - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

- a) Par l'effet de l'action continue de la fumée ;
- b) Par la fumée produite dans des locaux ou installations qui ne sont pas assurés.

### 2.36.2 Fumée - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.37 Dégâts causés par la chaleur

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les indemnisations pour dommages causés suite à l'action subite et imprévue de la chaleur, notamment la chaleur provenant de cheminées, fours et radiateurs sur les objets proches.

### 2.37.1 Dégâts causés par la chaleur - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.37.2 Dégâts causés par la chaleur - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.38 Fuite des installations de climatisation

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement d'indemnisations pour dommages directement causés aux biens assurés suite à la fuite accidentelle de liquides utilisés dans les installations de climatisation, fixes ou mobiles, destinées à chauffer ou refroidir l'environnement.

### 2.38.1 Fuite des installations de climatisation - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

- a) Causés par une fuite résultant de défauts de fabrication de l'équipement à condition qu'elle soit prévue dans la garantie, ou par une fuite due au fait que les robinets, vannes ou autres dispositifs de sécurité aient été laissés ouverts ou mal fermés ;
- b) Causés par un mauvais état ou un mauvais entretien de l'équipement ;
- c) Causés à l'installation assurée.

### 2.38.2 Fuite des installations de climatisation - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.39 Mesures des autorités, services publics et services de secours

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement d'indemnisations pour dommages directement causés aux biens assurés ou pour les frais supportés par les autorités compétentes inhérents aux :

- a) Moyens utilisés pour combattre le feu, ainsi que les dommages causés par la chaleur, la fumée, la vapeur ou l'explosion à la suite d'un incendie ;
- b) Déblaiements ou destructions effectués lors d'un incendie sur ordre de l'autorité compétente, des services publics ou de secours, pour le sauvetage de l'assuré et de son foyer familial ;
- c) Déblaiements, destructions ou entrées forcées, effectués par l'autorité compétente, les services publics ou de secours, lors du sauvetage ou de l'assistance médicale de l'assuré et de son foyer familial.

Paragraphe unique : Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

### 2.39.1 Mesures de l'autorité, des services publics et de secours - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.39.2 Mesures de l'autorité, des services publics et de secours - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.40 Frais de documentation

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le remboursement des dépenses supportées par l'assuré en conséquence directe d'un sinistre prévu dans les couvertures souscrites, afin d'obtenir les documents, les informations ou tout autre élément de preuves requis par Zurich.

### 2.40.1 Frais de documentation - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, cette couverture ne comporte aucune autre exclusion.

### 2.40.2 Frais de documentation - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.41 Reconstitution de documents

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, les dépenses correspondant à la reconstitution de documents à caractère personnel tels que permis de conduire, carte d'identité, carte grise, passeports et autres documents analogues, actes et autres documents officiels en rapport avec l'habitation assurée, lorsqu'ils sont endommagés au point d'être inutilisables, suite à un sinistre couvert par la police.

L'indemnisation globale ne prendra en compte que le coût réel de la reconstitution des documents, en justifiant la nécessité de leur reproduction.

L'indemnisation peut être réglée à mesure que les dépenses sont effectivement effectuées par l'assuré, et sera versée dans un délai maximum de douze (12) mois après la date du sinistre.

#### 2.41.1 Reconstitution de documents - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

- a) Dus à l'usure, à un vice propre et à une détérioration normale ;
- b) Dus, directement ou indirectement, à leur détention ou confiscation par les autorités.

#### 2.41.2 Reconstitution de documents - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

### 2.42 Frais d'expertise technique

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le remboursement des dépenses supportées par l'assuré pour le paiement des honoraires des architectes, ingénieurs, consultants et autres techniciens, relatifs aux services fournis, indispensables au remplacement ou à la réparation des biens assurés endommagés suite à un sinistre couvert en vertu de la police.

Paragraphe unique : Cette couverture est automatiquement garantie si les dommages subis par les biens assurés résultent d'un incendie qui fait partie intégrante de la couverture obligatoire d'incendie.

#### 2.42.1 Frais d'expertise technique - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues au chapitre III de la clause 6, est également exclu le remboursement du paiement des honoraires relatifs aux services visant la préparation ou la motivation de réclamations et/ou l'estimation de pertes et dommages à présenter à Zurich.

#### 2.42.2 Frais d'expertise technique - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

### 2.43 Défaillance de systèmes domotiques

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières et indépendamment du capital à risque, le paiement des indemnités résultant de dommages causés accidentellement à des équipements de domotique, suite à une cause non garantie ni susceptible de l'être par les autres couvertures du contrat, et qui impliquent obligatoirement des réparations ou remplacements.

#### 2.43.1 Défaillance de systèmes domotiques - Exclusions

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages :

- a) Causés aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toute nature, aux tubes cathodiques des composants électroniques, lorsqu'ils ne sont pas causés par un incendie ou par l'explosion d'un objet voisin ;
- b) Dus à l'usure ou à une défaillance mécanique, ainsi qu'à des défauts existants dans l'installation électrique ou dans les équipements assurés ;
- c) Dont les fabricants, les fournisseurs, les vendeurs ou les entreprises chargées de la réparation des biens assurés sont contractuellement ou juridiquement responsables ;
- d) Causés aux tableaux et aux transformateurs de plus de 500 kW et aux moteurs de plus de 10 CV ;
- e) Causés à des équipements dont l'existence n'est pas prouvée par une pièce justificative ;
- f) Dus à des surcharges intentionnelles, à des essais ou à des expériences impliquant des conditions anormales de courant électrique ;
- g) Résultant de l'utilisation de l'équipement informatique assuré après qu'il ait subi des dommages indemnifiables par cette couverture, sans que sa réparation définitive ait été réalisée et que son fonctionnement normal ait été garanti ;

#### 2.43.2 Défaillance de systèmes domotiques - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

### 2.44 Accidents personnels

Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement des indemnités résultant d'accidents personnels à l'intérieur de l'habitation assurée et dans ses dépendances, dont les victimes sont les personnes assurées âgées de plus de 14 ans et de moins de 70 ans, et dont il résulte :

- a) Un décès ou une invalidité permanente ;

## **b) Frais de traitement.**

Les capitaux assurés par cette couverture pour l'ensemble des victimes, par sinistre et par période de validité, sont énoncés dans les conditions particulières.

En cas de décès de la personne assurée, dans les deux ans suivant la date du sinistre, ses héritiers légaux recevront le capital assuré correspondant, sans préjudice de leur devoir de prouver le lien de causalité entre le décès et le fait générateur susceptible d'actionner la présente garantie.

En cas d'invalidité permanente survenant dans les 2 ans à compter de la date du sinistre, et sans préjudice du devoir de la personne assurée lésée ou de son représentant, de prouver le lien de causalité entre l'invalidité et le fait générateur de l'accident susceptible d'actionner cette garantie, Zurich versera à la personne assurée un pourcentage de son capital assuré, correspondant au degré d'invalidité cliniquement constaté, qui sera établi conformément au tableau servant de base au calcul des indemnisations dues pour invalidité permanente à la suite d'un accident, conformément à la condition particulière 806.

**Les risques de décès et d'invalidité permanente ne sont pas cumulables ; par conséquent, en cas d'accident entraînant une invalidité permanente et si, au cours des 2 années suivant l'accident, la personne assurée décède, le montant de l'indemnisation éventuellement versée ou attribuée au titre de l'invalidité permanente sera déduite de l'indemnisation pour décès.**

**Si la personne assurée sinistrée nécessite des soins suite à un accident garanti, les frais de traitement seront remboursés à ceux qui les ont payés, sur présentation des justificatifs.**

Les frais de traitement incluent :

- a) Les frais médicaux et d'hospitalisation, y compris les soins pharmaceutiques, infirmiers et de rééducation ;**
- b) Les frais de déplacement jusqu'au cabinet médical, l'hôpital, la clinique ou l'infirmerie en cas de besoin d'un traitement clinique régulier, à condition que le moyen de transport utilisé soit adapté à la gravité de la blessure.**

## **2.44.1 Accidents personnels - Exclusions**

Outre les exclusions générales énoncées à la clause 6 du chapitre III, sont également exclus les pertes ou dommages occasionnés par :

- a) Une action ou omission de la personne assurée sous l'influence de l'alcool ou de boissons alcoolisées, présentant un taux d'alcoolisme supérieur à celui prévu par la loi, et/ou sous l'influence de stupéfiants qui n'ont pas fait l'objet d'une prescription médicale, ou si elle est incapable de contrôler ses actes ;**
- b) La pratique d'actes criminels, de négligence grave et de tout acte intentionnel de la personne assurée, comme le suicide ou la tentative de suicide, y compris les actes imprudents, les paris et jeux ;**
- c) La pratique d'actes criminels, de négligence grave et de tout acte intentionnel du preneur d'assurance ou du bénéficiaire à l'encontre de la personne assurée, à hauteur du bénéfice qui lui (ou leur) revient ;**
- d) Des actions ou interventions intentionnelles pratiquées par la personne assurée envers elle-même ;**
- e) Des hernies de quelque nature que ce soit ;**
- f) L'implantation ou la réparation de prothèses et/ou orthèses ;**
- g) Des accidents ou événements produisant uniquement des effets psychiques ;**
- h) Des maladies de toute nature, garanties uniquement si elles sont prouvées par un diagnostic médical sans équivoque et indéniable, suite à un accident couvert ;**
- i) Un traitement par cures thermales ou balnéaires et, en général, par des cures de changement climatique ou de repos, ne faisant pas l'objet d'une prescription médicale.**

## **2.44.2 Accidents personnels - Franchise**

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## **2.45 Réaménagement de l'immeuble en raison d'un accident de l'assuré**

- 1. Ce contrat garantit, dans la limite de valeur fixée dans les conditions particulières, le paiement des frais nécessaires au réaménagement de l'habitation assurée à la suite d'un accident personnel, extraprofessionnel, causant à la personne assurée une incapacité d'un degré supérieur ou égal à 75 % à condition qu'il soit couvert par les garanties de la couverture 2.44 (Accidents personnels).**
- 2. Le degré d'incapacité sera établi selon le tableau servant de base au calcul de l'indemnisation due pour invalidité permanente à la suite d'un accident conformément à la condition particulière 806.**
- 3. Les dépenses seront payées au fur et à mesure des travaux de réaménagement.**
- 4. La responsabilité de Zurich est limitée aux travaux de réaménagement strictement indispensables à l'adaptation de l'habitation assurée et de ses accès aux limitations fonctionnelles de la personne assurée.**

### 2.45.1 Réaménagement de l'immeuble en raison d'un accident de l'assuré - Exclusions

Outre les exclusions générales prévues à la clause 6 du chapitre III, les exclusions de la couverture d'accidents personnels s'appliquent.

### 2.45.2 Réaménagement de l'immeuble en raison d'un accident de l'assuré - Franchise

Sauf mention contraire figurant expressément dans les conditions particulières, aucune franchise ne s'applique à la présente couverture.

## 2.46 Assistance au domicile

### Définitions

#### a) Bénéficiaires de l'assistance

L'assuré et les membres de son foyer familial cohabitant avec lui de façon permanente, vivant sous son toit et à sa table, ainsi que les employés en service dans ce domicile, ci-après désignés bénéficiaire/bénéficiaires, selon le cas.

#### b) Habitation assurée

La résidence habituelle des bénéficiaires dûment spécifiée dans les conditions particulières.

#### c) Habitation assurée inhabitable

Une habitation qui, à la suite d'un sinistre couvert par la police, subit de tels dégâts qu'elle ne permet pas aux bénéficiaires d'y vivre dans des conditions normales de sécurité, d'hygiène et de fonctionnalité.

#### d) Service d'assistance

Informations et services fournis par une société d'assistance à laquelle Zurich délègue également la gestion des sinistres couverts par cette garantie.

# Conditions spéciales

## Couverture de risques complémentaires

Par convention expresse et paiement de la surprime correspondante, le champ d'application du contrat peut être étendu, conformément aux conditions spéciales correspondantes :

- 001 Actes de terrorisme
- 002 Panne de machines
- 003 Véhicules automobiles en garage
- 004 Responsabilité civile d'animaux dangereux
- 005 Responsabilité civile bail (location touristique)
- 006 Panneaux solaires
- 007 Panneaux photovoltaïques
- 008 Phénomènes sismiques

## Exclusions générales

1. Ne sont garantis en aucun cas, même si un risque couvert par cette police a été constaté, les dommages directement ou indirectement occasionnés par les événements suivants :

- a) Guerre, déclarée ou non, invasion, acte d'ennemi étranger, hostilités ou opérations belliqueuses, guerre civile, insurrection, rébellion ou révolution ;
- b) Soulèvement militaire ou acte du pouvoir militaire légitime ou usurpé ;
- c) Confiscation, réquisition, destruction ou dommages causés aux biens assurés, par ordre du gouvernement, de droit ou de fait, ou de toute autorité instituée, sauf si ces actes sont pratiqués à des fins de sauvetage, en raison de tout risque couvert par la police ;
- d) Explosion, dégagement de chaleur et irradiation provenant d'une scission atomique ou radioactive et les radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules ;
- e) Actes ou omissions intentionnels du preneur d'assurance, de l'assuré ou des personnes dont ils sont civilement responsables ;
- f) Constructions qui ne sont pas complètement fermées ou couvertes, ou biens mobiliers ou marchandises situés en plein air ;
- g) Constructions dont les dimensions ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur à la date de la construction et dont la structure, les murs extérieurs et la toiture ne sont pas majoritairement (plus de 50 %) construits avec des matériaux résistants ;
- h) Constructions se trouvant dans un état de dégradation au moment du sinistre ;
- i) Effets et objets mobiliers contenus dans les constructions mentionnées aux alinéas f), g) et h) ;
- j) Manque à gagner ou perte similaire ;

Cet accord est également soumis aux exclusions contenues dans les conditions spéciales qui lui sont applicables.

Paragraphe unique : Les exclusions visées aux alinéas f), g) et h) ne s'appliquent pas aux risques d'incendie.

2. Sauf lorsque les risques en question sont expressément garantis, le contrat ne couvre pas les pertes découlant directement ou indirectement de :

- 001 Actes de terrorisme
- 002 Panne de machines
- 003 Véhicules automobiles en garage
- 004 Responsabilité civile d'animaux dangereux
- 005 Responsabilité civile bail (location touristique)
- 006 Panneaux solaires
- 007 Panneaux photovoltaïques
- 008 Phénomènes sismiques

## Devoir de déclaration initiale du risque

1. Le preneur d'assurance ou l'assuré est tenu, avant la conclusion du contrat, de déclarer avec précision toutes les circonstances dont il a connaissance et dont il doit raisonnablement apprécier la pertinence pour l'évaluation du risque par Zurich.

2. Les dispositions du point précédent s'appliquent également aux circonstances dont il n'est pas demandé de faire mention dans le questionnaire fourni par Zurich à cet effet.

3. Sauf en cas de fraude par le preneur d'assurance ou l'assuré dans le but d'obtenir un avantage, la compagnie Zurich, lorsqu'elle a accepté le contrat, ne peut se prévaloir :

- a) D'une omission de réponse à une question du questionnaire ;
- b) D'une réponse imprécise à une question formulée en termes trop généraux ;



- c) D'une incohérence ou d'une contradiction évidente dans les réponses au questionnaire ;
  - d) D'un fait que son représentant, au moment de la conclusion du contrat, savait être inexact ou omis, ou s'il avait été omis, dont il avait connaissance ;
  - e) Des circonstances connues de Zurich, notamment lorsqu'elles sont publiques et notoires.
4. Zurich, avant la conclusion du contrat, doit informer l'éventuel preneur d'assurance ou l'assuré du devoir visé au point 1, ainsi que des sanctions en cas de non-respect, sous peine de mettre en jeu sa responsabilité civile, conformément aux conditions générales.

## Manquement intentionnel au devoir de déclaration initiale du risque

1. En cas de manquement intentionnel au devoir visé au point 1 de la clause précédente, le contrat est annulable au moyen d'une déclaration adressée par l'assureur au preneur d'assurance.
2. Si aucun sinistre ne s'est produit, la déclaration visée au point précédent doit être envoyée dans les trois mois suivant la connaissance de ce manquement.
3. Zurich n'est pas tenue de couvrir le sinistre survenu avant qu'elle ait eu connaissance du manquement intentionnel visé au point 1 ou pendant le délai prévu au point précédent, conformément au régime général de l'annulabilité.
4. Zurich a droit à la prime due jusqu'à la fin de la période visée au point 2, à moins qu'une négligence grave n'ait été commise de la part de Zurich ou de son représentant.
5. En cas de faute du preneur d'assurance ou de l'assuré dans le but d'obtenir un avantage, la prime est due jusqu'à la fin du contrat.

## Manquement par négligence au devoir de déclaration initiale du risque

1. En cas de manquement par négligence au devoir visé au point 1 de la clause 7, Zurich peut, par déclaration adressée au preneur d'assurance, dans les trois mois à partir de la date à laquelle elle en a connaissance :
  - a) Proposer une modification du contrat, en fixant un délai d'au moins 14 jours pour l'envoi de l'acceptation ou, si elle l'admet, de la contre-proposition ;
  - b) Résilier le contrat, en démontrant qu'elle ne conclut en aucun cas des contrats couvrant les risques liés au fait omis ou déclaré de manière inexacte.
2. Le contrat cesse de produire ses effets 30 jours après l'envoi de la déclaration de résiliation ou 20 jours après la réception par le preneur d'assurance de la proposition de modification, si celui-ci ne répond pas ou rejette la proposition.
3. Dans le cas visé au point précédent, la prime est restituée « pro rata temporis » compte tenu de la couverture souscrite.
4. Si, avant la résiliation ou la modification du contrat, survient un sinistre dont la réalisation ou les conséquences ont été influencées par un fait pour lequel des omissions ou des inexactitudes négligentes ont eu lieu :
  - a) Zurich couvre le sinistre proportionnellement à la différence entre la prime payée et la prime due si, au moment de la conclusion du contrat, elle a su que le fait avait été omis ou déclaré de manière inexacte ;
  - b) Zurich, démontrant qu'en aucun cas elle n'aurait conclu le contrat si elle avait su que le fait avait été omis ou déclaré de manière inexacte, ne couvre pas le sinistre et n'est liée que par le remboursement de la prime.

## Aggravation du risque

1. Pendant l'exécution du contrat, le preneur d'assurance ou l'assuré doit, dans un délai de 14 jours après avoir pris connaissance du fait, notifier à Zurich toutes les circonstances qui aggravent le risque, dès lors que celles-ci, si elles avaient été connues de Zurich au moment de la conclusion du contrat, auraient pu influencer la décision de conclure le contrat ou les conditions du contrat.
2. Dans les 30 jours suivant la prise de connaissance de l'aggravation du risque, Zurich peut :
  - a) Présenter au preneur d'assurance une proposition de modification du contrat, que ce dernier doit accepter ou refuser dans le même délai, après quoi la modification proposée est considérée comme approuvée ;
  - b) Résilier le contrat, en démontrant qu'en aucun cas elle ne conclut des contrats qui couvrent des risques ayant les caractéristiques résultant de cette aggravation du risque.
3. La résiliation du contrat par Zurich prend effet 8 jours ouvrables à compter de la date de la communication, qui peut être réalisée par tout moyen dont il subsiste une trace écrite.

## Sinistre et aggravation du risque

1. Si, avant la résiliation ou la modification du contrat conformément aux dispositions de la clause précédente, le sinistre dont la réalisation ou la conséquence a été influencée par l'aggravation du risque se produit, Zurich :
  - a) Couvre le risque en versant les sommes convenues, si l'aggravation a été communiquée correctement et en temps opportun avant le sinistre ou avant l'expiration du délai prévu au point 1 de la clause précédente ;
  - b) Couvre partiellement le risque en réduisant son versement proportionnellement à la différence entre la prime effectivement perçue et celle qui aurait été due en fonction des circonstances réelles du risque, si l'aggravation n'avait pas été communiquée correctement et en temps utile avant le sinistre ;
  - c) Peut refuser la couverture en cas de comportement frauduleux du preneur d'assurance ou de l'assuré dans le but d'obtenir un avantage, en conservant le droit aux primes échues.
2. Dans la situation prévue aux alinéas a) et b) du point précédent, l'aggravation du risque résultant d'un fait du preneur d'assurance ou

**de l'assuré, Zurich n'est pas tenue de verser les sommes convenues si elle prouve qu'en aucun cas elle ne conclut de contrats couvrant les risques ayant les caractéristiques résultant de cette aggravation du risque.**

## Échéance des primes

1. Sauf convention contraire, la prime initiale, ou la première fraction, est due à la date de conclusion du contrat.
2. Les fractions suivantes de la prime initiale, la prime des annuités ultérieures et ses fractions successives sont dues aux dates prévues dans le contrat.
3. La fraction de la prime à montant variable relative à l'ajustement du montant et, le cas échéant, la fraction de la prime correspondant aux modifications du contrat sont dues aux dates indiquées dans les avis correspondants.

## Couverture

La couverture des risques dépend du paiement préalable de la prime.

## Avis de paiement des primes

1. Pendant la durée du contrat, Zurich doit informer par écrit le preneur d'assurance du montant à payer, ainsi que du mode et du lieu de paiement, au moins 30 jours avant la date d'échéance de la prime ou de ses fractions.
2. L'avis doit mentionner lisiblement les conséquences du défaut de paiement de la prime ou de sa fraction.
3. Dans les contrats d'assurance où il est établi que le paiement de la prime est fractionné en périodes de trois mois ou moins et dont les documents contractuels indiquent les dates d'échéance des fractions successives de la prime et les montants à payer, ainsi que les conséquences du défaut de paiement, Zurich peut choisir de ne pas envoyer l'avis visé au point 1, auquel cas il lui incombe de prouver qu'elle a émis, accepté et envoyé au preneur d'assurance ladite documentation contractuelle.

## Défaut de paiement des primes

1. Le défaut de paiement de la prime initiale, ou de sa première fraction, à la date d'échéance, entraîne la résiliation automatique du contrat à compter de la date de sa conclusion.
2. Le défaut de paiement de la prime des annuités ultérieures, ou de sa première fraction, à la date d'échéance, empêche la prorogation du contrat.
3. Le défaut de paiement entraîne la résiliation automatique du contrat à la date d'échéance :
  - a) D'une fraction de la prime au cours d'une annuité ;
  - b) D'une prime supplémentaire résultant d'une modification du contrat basée sur une aggravation ultérieure du risque.
4. Le défaut de paiement, jusqu'à la date d'échéance, d'une prime supplémentaire résultant d'une modification contractuelle entraîne l'inefficacité de la modification, le contrat subsistant dans le cadre et dans les conditions prévalant avant la modification prévue, à moins que la subsistance du contrat soit impossible, auquel cas il est considéré comme résilié à la date d'échéance de la prime impayée.

## Modification de la prime

Si le risque est inchangé, la prime applicable au contrat ne peut être modifiée qu'à l'échéance annuelle suivante.

## Entrée en vigueur, durée et vicissitudes du contrat

### Début de la couverture et prise d'effets

1. Le jour et l'heure de début de la couverture des risques sont indiqués dans le contrat, conformément aux dispositions de la clause 13.
2. Les dispositions du point précédent s'appliquent également à la date de prise d'effet du contrat, si elle est différente de la date de début de la couverture des risques.

### Durée

1. **Le contrat indique sa durée, laquelle peut correspondre à une période fixe et déterminée (assurance temporaire) ou à une année prorogeable par de nouvelles périodes d'un an.**
2. Les effets du contrat cesseront à minuit du dernier jour de sa validité.
3. La prorogation prévue au point 1 n'est pas appliquée si l'une des parties résilie le contrat au moins 30 jours avant la date de la prorogation ou si le preneur d'assurance ne paie pas la prime.

## Résiliation du contrat

1. Le contrat peut être résilié par les parties à tout moment, pour juste cause, par courrier recommandé.
2. Zurich peut invoquer la survenance d'une succession de sinistres au cours de l'annuité comme juste cause aux fins du point précédent.
3. **Le montant de la prime à rembourser au preneur d'assurance en cas de résiliation anticipée du contrat est calculé proportionnellement à la durée qui s'écoule entre la date de résiliation et l'expiration du contrat, sauf convention de calcul différent entre les parties pour des raisons de bon sens, comme la garantie d'une séparation technique entre le tarif des assurances annuelles et celui des assurances temporaires.**

**4. La résiliation du contrat prend effet à minuit à la date à laquelle elle est valable.**

**5. Si le preneur d'assurance n'est pas l'assuré, Zurich informe l'assuré de la résiliation du contrat dans les plus brefs délais, 20 jours au maximum après le non-renouvellement ou la résiliation.**

**6. La résiliation du contrat par Zurich prend effet 8 jours ouvrables à compter de la date de la communication, qui peut être réalisée par tout moyen dont il subsiste une trace écrite.**

## Transfert de propriété des biens assurés ou de l'intérêt assuré

**1. Sauf convention contraire, en cas de transfert de propriété du bien assuré ou de l'intérêt de l'assuré, l'obligation de Zurich envers le nouveau propriétaire ou intéressé dépend de sa notification par le preneur d'assurance, l'assuré ou leurs représentants légaux, sans préjudice du régime juridique de l'aggravation du risque.**

**2. Si le transfert de propriété du bien assuré ou de l'intérêt assuré est effectué au décès de l'assuré, la responsabilité de Zurich perdure envers les héritiers tant que les primes correspondantes sont payées.**

**3. Sauf convention contraire, en cas d'insolvabilité du preneur d'assurance ou de l'assuré, la responsabilité de Zurich perdure envers la masse de la faillite, en présumant que la déclaration d'insolvabilité constitue un facteur d'aggravation du risque.**

## Capital assuré

**1. La détermination du capital assuré, au début et pendant le contrat, est toujours de la responsabilité du preneur d'assurance, qui respectera, dans la partie relative au bien assuré, les dispositions des points suivants.**

**2. La valeur du capital assuré pour les bâtiments doit correspondre au coût du marché de leur reconstruction, en tenant compte du type de construction ou d'autres facteurs pouvant influencer ce coût, ou de la valeur cadastrale si les immeubles sont destinés à l'expropriation ou à la démolition.**

**3. A l'exception de la valeur des terrains, tous les éléments constitués ou incorporés par le propriétaire ou par le titulaire de l'intérêt assuré, y compris la valeur proportionnelle des parties communes, doivent être pris en compte pour la détermination du capital assuré visé au point précédent.**

**4. Sauf convention contraire, l'immeuble assuré, sa valeur ou sa proportion assurée, sont automatiquement mis à jour conformément aux indices publiés à cette fin par l'autorité de surveillance et le fonds de pensions conformément à la condition spéciale « Actualisation indexée de capitaux ».**

**5. La valeur du capital assuré pour le mobilier ou le contenu doit correspondre au coût de remplacement des biens, objets du contrat, à leur valeur à l'état neuf.**

**6. Pour les biens qualifiés d'« objets de valeur », le capital assuré correspond au coût d'acquisition de biens identiques ou similaires, déduit de la dépréciation inhérente à leur utilisation et à leur état de conservation, sans prendre en compte aucune valeur affective ou estimative.**

**Si aucun objet de valeur n'est déclaré, la responsabilité maximale de Zurich est limitée à 1 500,00 € (mille cinq cents euros).**

Si des objets de valeur sont déclarés, mais qu'ils ne sont pas individuellement détaillés et valorisés, ceux dont la valeur totale n'excède pas 20 % (vingt pour cent) de la valeur totale du contenu à assurer et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 1 500 € seront inclus dans la définition de contenu.

Sont considérés comme ayant une valeur unitaire, outre les objets individuels, les objets qui constituent une collection ou un ensemble, telle qu'une collection de pièces de monnaie, de lingots d'or ou de couverts en argent.

**Les objets de valeur dont la valeur totale est supérieure à 20 % de la valeur totale du contenu ou dont la valeur unitaire est supérieure à 1 500 € ne sont assurés que s'ils sont déclarés et acceptés par Zurich.**

**En cas de perte ou de détérioration d'un objet faisant partie d'une collection ou d'un ensemble, Zurich n'indemniserait que la valeur de l'objet détruit ou endommagé et ne sera pas responsable des préjudices ou de la dépréciation que sa perte ou ses dommages peuvent occasionner à la collection ou à l'ensemble.**

**7. Pour les machines et les panneaux solaires et photovoltaïques, le capital assuré de ces biens doit correspondre à leur valeur vénal, c'est-à-dire à la valeur à l'état neuf déduite de dépréciation liée à l'usage. Toute indemnisation sera payée à la valeur vénale à la date du sinistre.**

**8. Sauf convention contraire, le capital assuré pour « le contenu ou les effets et objets mobiliers » est automatiquement actualisé en fonction des indices publiés à cette fin par l'autorité de surveillance et le fonds de pensions conformément à la condition spéciale « Actualisation indexée de capitaux » ou « Actualisation conventionnée de capitaux ».**

## Capital insuffisant ou excédentaire

**1. Sauf convention contraire, si le capital assuré en vertu du contrat est, à la date du sinistre, inférieur au capital fixé conformément aux dispositions des points 2 à 7 de la clause précédente, Zurich ne prendra en charge le dommage qu'en proportion du capital assuré, le preneur d'assurance ou l'assuré étant responsable du reste des dommages comme s'il était l'assureur.**

**2. Lors de la prorogation du contrat, Zurich informe le preneur d'assurance des dispositions prévues au point précédent et au point 4 de la clause précédente, et lui communique la valeur assurée de l'immeuble, à considérer à fin d'indemnisation en cas de perte totale, ainsi que les critères d'actualisation, sous peine que la réduction proportionnelle prévue au point précédent ne s'applique pas, dans la mesure de son manquement.**

**3. Sauf convention contraire, si le capital assuré par le contrat est, à la date du sinistre, supérieur au capital fixé conformément aux points 2 à 7 de la clause précédente, l'indemnisation à payer par Zurich ne dépasse pas le coût de la reconstruction ou la valeur cadastrale prévue dans ces points 2 à 7.**

**4.** Dans le cas prévu au paragraphe précédent, le preneur d'assurance ou l'assuré peut toujours demander la réduction du contrat, auquel cas, s'ils sont tous les deux de bonne foi, les surprimes éventuellement payées dans les deux années précédant la demande de réduction, moins les coûts d'acquisition calculés proportionnellement, seront restitués.

**5.** Si plusieurs biens sont assurés, pour des sommes et dans des rubriques désignées séparément, le contrat fixe si les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent ou non à chacun d'eux, comme s'il s'agissait d'assurances différentes.

## Pluralité d'assurances

**1.** Lorsqu'un même risque relatif au même intérêt et pour la même période est assuré par plusieurs assureurs, le preneur d'assurance ou l'assuré doit informer Zurich de cette circonstance dès qu'il en a connaissance, ainsi qu'au moment de la déclaration du sinistre.

**2.** L'omission frauduleuse des informations mentionnées au point précédent exonère Zurich de sa prestation.

**3.** Le sinistre constaté au titre des contrats visés au point 1 est indemnisé par l'un des assureurs, au choix de l'assuré, dans la limite de leur obligation.

## Obligations du preneur d'assurance et de l'assuré

**1. En cas de sinistre couvert par le contrat, le preneur d'assurance ou l'assuré s'engagent à :**

**a) Communiquer ce fait par écrit à Zurich dans les meilleurs délais, au plus tard 8 jours après la date du sinistre ou la date à laquelle il en a eu connaissance, en indiquant les circonstances du sinistre, les causes possibles et les conséquences ;**

**b)** Prendre toutes les mesures à sa portée pour prévenir ou limiter les conséquences du sinistre, y compris, dans la mesure du possible, en évitant de supprimer ou de modifier les traces du sinistre, ou en refusant de consentir à le faire, sans l'accord préalable de Zurich, qu'il s'agisse de la garde ou de la conservation des biens sauvés ;

**c)** Fournir à Zurich les informations pertinentes qu'elle demande concernant le sinistre et ses conséquences ;

**d)** Ne pas léser le droit de subrogation de Zurich dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable du sinistre, découlant de la couverture du sinistre par l'assuré ;

**e)** Respecter les règles de sécurité imposées par la loi, les dispositions légales ou les clauses du contrat.

**2.** Le preneur d'assurance ou l'assuré s'engagent également à :

**a)** Ne pas aggraver volontairement les conséquences du sinistre ou entraver intentionnellement la récupération des biens assurés ;

**b)** Ne pas soustraire, occulter, dissimuler ou aliéner les biens sauvés ;

**c)** Ne pas empêcher, faire obstacle ou refuser de coopérer avec Zurich à l'effet de déterminer la cause du sinistre ou de conserver, rénover ou vendre les biens sauvés ;

**d)** Ne pas exagérer, en usant de mauvaise foi, le montant des dommages ou indiquer des éléments qui n'ont pas été touchés par le sinistre ;

**e)** Ne pas utiliser la fraude, la simulation, le mensonge ou tout autre moyen intentionnel, ainsi que des faux documents afin de justifier la réclamation ;

**f)** Informer rapidement Zurich des citations ou notifications judiciaires qu'ils reçoivent, ainsi que des toutes les mesures engagées contre eux à la suite du sinistre ;

**g)** Prendre toutes les mesures à leur portée afin d'identifier les éventuels responsables du sinistre en question et transmettre le résultat obtenu à Zurich ;

**h)** Fournir à Zurich les preuves demandées, ainsi que les rapports ou autres documents en leur possession ;

**i)** Ne pas garantir dans un cadre extrajudiciaire, les indemnisations réclamées ou avancer de l'argent, au nom ou sous la responsabilité de Zurich, sans son autorisation expresse ;

**j)** Ne pas donner lieu, même par omission ou par négligence, à un jugement favorable à un tiers ou, s'ils n'en donnent pas immédiatement connaissance à Zurich, à une action en justice intentée contre eux en raison d'un sinistre couvert par la police ;

**k)** Avertir Zurich dès que possible en cas de récupération de tout ou partie des objets volés, à tout moment ;

**l)** En cas de vol et si l'assuré désire exercer les droits que lui confère le contrat d'assurance, il doit dès que possible déposer plainte auprès des autorités compétentes, en fournissant à Zurich un justificatif, et prendre toutes les mesures à sa portée en vue de retrouver les objets volés et les auteurs du délit.

**3.** Le manquement aux dispositions des alinéas a) à c) du point 1 détermine, sauf dans les cas prévus au point suivant :

**a)** La réduction de la prestation de Zurich en raison des dommages causés par le manquement ;

**b)** La perte de couverture si le manquement est intentionnel et a causé des dommages significatifs à Zurich.

**4. En cas de manquement aux dispositions des alinéas a) et c) du point 1, la sanction prévue au point précédent ne s'applique pas si Zurich prend connaissance du sinistre par un autre moyen pendant les 8 jours prévus à cet alinéa, ou si la personne responsable de la communication prouve qu'elle n'a raisonnablement pas pu procéder à ladite communication avant le moment où elle a été faite.**

**5.** Le manquement aux dispositions des autres alinéas du point 1 et du point 2 engage la responsabilité de l'auteur du manquement pour les pertes et dommages.

## Obligation de remboursement par Zurich des frais occasionnés par l'éloignement et l'atténuation du sinistre

1. Zurich paie au preneur d'assurance ou à l'assuré les frais occasionnés par l'accomplissement du devoir prévu à l'alinéa b) du point 1 de la clause ci-dessus, à condition que ces frais soient raisonnables et proportionnés, même si les moyens employés se révèlent inefficaces.
2. Les frais indiqués ci-dessus doivent être payés par Zurich avant la date du règlement du sinistre, lorsque le preneur d'assurance ou l'assuré réclame le remboursement, les circonstances ne l'empêchant pas et le sinistre étant couvert par l'assurance.
3. Le montant dû par Zurich en vertu du point 1 est déduit du montant du capital assuré disponible, à moins qu'il ne corresponde aux frais encourus pour le respect de déterminations concrètes de Zurich ou que sa couverture autonome résulte du contrat.
4. En cas d'assurance pour une valeur inférieure à celle de l'intérêt assuré au moment du sinistre, le paiement à effectuer par Zurich conformément au paragraphe 1 est réduit proportionnellement aux intérêts couverts et aux intérêts à risque, à moins que les frais à payer découlent du respect des déterminations spécifiques de Zurich ou que sa couverture autonome résulte du contrat.

## Inspection du lieu de risque

1. Zurich peut, moyennant un préavis, demander une inspection, par un représentant accrédité et mandaté, des biens assurés et vérifier que les conditions contractuelles sont remplies, obligeant le preneur d'assurance ou l'assuré à fournir les informations qui lui sont demandées.
2. Le refus injustifié du preneur d'assurance ou de l'assuré ou de leur représentant de permettre l'utilisation de l'option susmentionnée confère à Zurich le droit de résilier le contrat à titre de cause juste, conformément à la clause 19.

## Obligations de Zurich

1. Les enquêtes et expertises nécessaires à la reconnaissance du sinistre et à l'évaluation des dommages seront effectuées par Zurich avec la promptitude et la diligence appropriées, sous peine d'avoir à répondre en justice des pertes et dommages.
2. Zurich doit payer l'indemnisation ou autoriser la réparation ou la reconstruction aussitôt que les enquêtes et les expertises nécessaires à la reconnaissance du sinistre et à la détermination du montant des dommages sont terminées, sans préjudice des acomptes, lorsqu'elle reconnaît qu'il y a lieu d'en avoir.
3. Passés 30 jours après les conclusions prévues au paragraphe précédent sans que l'indemnisation ait été payée ou que la réparation ou la reconstruction n'ait été autorisée, pour des raisons non justifiées ou imputables à Zurich, des intérêts sont dus au taux légal en vigueur sur, respectivement, le montant de l'indemnisation ou sur le prix moyen à la valeur de marché de la réparation ou reconstruction.

## Détermination de la valeur de l'indemnisation ou de la réparation ou reconstruction

1. En cas de sinistre, l'évaluation de la valeur des biens assurés, ainsi que des dommages, est réalisée entre l'assuré et Zurich, même si le contrat produit des effets en faveur d'un tiers, respectant exclusivement à cette fin les critères établis à la clause 21 pour la détermination du capital assuré.
2. Sauf convention contraire, Zurich n'indemnise pas l'aggravation des coûts de réparation ou de reconstruction des immeubles assurés en raison de changements d'alignement ou de modifications de ses caractéristiques de construction.
3. Dans le cas d'un sinistre touchant des « objets de valeur », en particulier des collections, l'indemnisation pour perte ou dommage subi par un objet faisant partie d'une collection ou d'une œuvre littéraire est calculée sur la base de la valeur de cet objet considéré individuellement, en excluant la dépréciation que son absence ou sa détérioration représente pour la collection ou l'œuvre littéraire.
4. Si, à la date du sinistre, le capital assuré est insuffisant ou excédentaire, les dispositions de la clause 22 s'appliquent.
5. Les dispositions de la clause 21 ne s'appliquent pas aux biens assurés en régime de capital au premier risque.

## Mode de paiement de l'indemnisation

1. Zurich verse une indemnisation en espèces lorsque le remplacement, le changement, la réparation ou la reconstruction de biens assurés, détruits ou endommagés n'est pas possible, ne répare pas entièrement les dommages ou est excessivement onéreuse pour le débiteur.
2. En l'absence de toute indemnisation en espèces, l'assuré doit collaborer raisonnablement avec Zurich, ou son représentant, sous peine de dommages et intérêts, en vue d'une reconstitution rapide de la situation antérieure au sinistre.

## Paiement d'indemnisations aux créanciers

1. Lorsque l'indemnisation est versée à des créanciers hypothécaires à d'autres créanciers pour lesquels l'assurance a été souscrite, Zurich peut exiger d'eux, si elle le souhaite, même si le contrat a été conclu par eux et à leur propre bénéfice, que le paiement soit effectué dans des conditions qui permettent valablement le retrait ou l'exonération de la dette dans la partie relative à la valeur indemnisée.
2. La faculté visée au paragraphe précédent ne constitue pas une obligation pour Zurich et n'implique aucune responsabilité de sa part.

## Réduction automatique du capital assuré

Sauf convention contraire, après la survenance d'un sinistre, le capital assuré est, jusqu'à l'expiration du contrat, automatiquement réduit du montant de l'indemnisation accordée, sans remboursement de la prime.

## Intervention de l'intermédiaire d'assurance

1. Aucun intermédiaire d'assurance n'est autorisé à conclure ou à résilier des contrats d'assurance pour le compte de Zurich, à contracter ou modifier les obligations qui en découlent ou à valider des déclarations supplémentaires, sauf dans les cas prévus aux points suivants.
2. L'intermédiaire d'assurance auquel Zurich a conféré, par écrit, les pouvoirs nécessaires, peut conclure des contrats d'assurance, contracter ou modifier les obligations qui en découlent ou valider des déclarations supplémentaires pour le compte de Zurich.
3. Nonobstant l'absence de pouvoirs spécifiques à cet effet par l'intermédiaire d'assurance, l'assurance est jugée efficace lorsqu'il existe des raisons sérieuses, évaluées objectivement, en tenant compte des circonstances de l'affaire, qui justifient la confiance du preneur d'assurance de bonne foi en la légitimité de l'intermédiaire, à condition que Zurich ait également contribué à établir la confiance du preneur d'assurance.

## Communications et notifications entre les parties

1. Les communications ou notifications du preneur d'assurance ou de l'assuré prévues dans cette police sont considérées comme valables et effectives si elles sont adressées au siège social de Zurich Insurance plc, ou à sa succursale.
2. Les communications ou notifications, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, adressées au représentant de Zurich non établi au Portugal concernant les sinistres couverts par cette police sont également valables et effectives.
3. Les communications prévues dans le contrat doivent revêtir une forme écrite ou être fournies par un autre moyen permettant de conserver une trace écrite durable.
4. Zurich n'est tenue d'envoyer les communications prévues dans le contrat que si le destinataire est dûment identifié dans le contrat, et ces communications sont considérées valides si elles sont envoyées à l'adresse figurant dans la police.

## Assurance des biens en usufruit

1. Sauf stipulation contraire expresse dans la police, l'assurance des biens en usufruit est considérée comme effectuée au bénéfice commun du propriétaire et de l'usufruitier, même si elle est contractée de façon individuelle par l'un des deux.
2. En cas de sinistre, l'indemnisation sera payée au moyen d'un reçu signé conjointement par eux.

## Régime de coassurance

Si le contrat est établi dans le cadre d'un régime de coassurance, il est soumis aux dispositions de la clause uniforme de coassurance.

## Efficacité vis-à-vis des tiers

Les exceptions, nullités et autres dispositions qui, selon la loi, sont opposables au preneur d'assurance ou à l'assuré, seront également opposables aux tiers ayant le droit de bénéficier de ce contrat.

## Droit de recours

1. Une fois l'indemnisation au titre du risque de responsabilité civile satisfaite, Zurich a un droit de recours, vis-à-vis du montant dépensé, envers le preneur d'assurance ou l'assuré ayant intentionnellement causé le dommage ou porté préjudice à Zurich après le sinistre.
2. Sans préjudice des dispositions de la législation spéciale, lorsqu'il n'y a pas eu d'intention de la part du preneur d'assurance ou de l'assuré, l'obligation de recours n'existe que dans la mesure où le sinistre a été provoqué ou aggravé par le fait d'exercer le droit de recours.

## Subrogation

1. Une fois l'indemnisation payée, Zurich sera subrogée, dans la limite du montant payé, dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable du sinistre.
2. Le preneur d'assurance ou l'assuré répond, dans la limite de l'indemnisation versée par Zurich, pour un acte ou une omission portant atteinte aux droits prévus au paragraphe précédent.
3. La subrogation partielle ne porte pas atteinte au droit de l'assuré en ce qui concerne la partie du risque couverte, lorsqu'elle est en concurrence avec celui de Zurich contre le tiers responsable.
4. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas :
  - a) Contre l'assuré si celui-ci en répond pour le tiers responsable, conformément à la loi ;
  - b) Contre le conjoint, la personne vivant en concubinage, les ascendants et les descendants de l'assuré cohabitant avec lui, à moins que la responsabilité de ces tiers soit intentionnelle ou couverte par un contrat d'assurance.

## Loi applicable

Sauf disposition contraire, la loi applicable à ce contrat est la loi portugaise.

## Mode de réclamation et arbitrage

- 1.**  
Des réclamations peuvent être soumises dans le cadre du contrat aux services de Zurich Insurance plc - Succursale au Portugal ou à son siège social en Irlande (Dublin) identifiés dans le contrat, ainsi qu'à ASF- Autoridade de Supervisão de Seguros e Fundos de Pensões ([www.asf.com.pt](http://www.asf.com.pt)).
- 2.**  
En cas de litige survenant en vertu du contrat, il peut être fait recours à l'arbitrage, qui doit être effectué conformément à la loi.
- 3.**  
Le centre de règlement extrajudiciaire des litiges (RAL) spécialisé dans le secteur des assurances est le CIMPAS - Centro de Informação, Mediação e Provedoria de Seguros (disponible à l'adresse [www.cimpas.pt](http://www.cimpas.pt)).
- 4.**  
Le recours de Zurich Insurance plc - Succursale au Portugal à cet ERAL (entité de règlement extrajudiciaire des litiges) sera effectué au cas par cas et en fonction des questions impliquées dans chaque litige spécifique, et n'est donc pas lié à la résolution de tout litige, par arbitrage ou tout autre mécanisme alternatif de litiges de consommation conformément aux dispositions légales en vigueur.

## Cas omis

Dans les cas omis par le contrat, la législation applicable sera utilisée.

## Juridiction

La juridiction compétente pour régler les différends découlant de ce contrat est celle établie par le droit civil.

## Sanctions économiques et commerciales

- 1.**  
Toutes les transactions financières sont soumises au respect des lois et règlements applicables aux sanctions économiques et commerciales en vigueur.
- 2.**  
Nonobstant les conditions stipulées dans le contrat, Zurich ne propose aucune couverture d'assurance et ne fournit aucun service incluant, mais non exhaustivement, l'acceptation de paiements de primes, de paiements de sinistres et/ou autres remboursements ou tout autre service ou prestation pour le preneur d'assurance, l'assuré ou le bénéficiaire, dans la mesure où cette couverture, ce paiement, ce service, cette prestation et/ou cet achat ou cette activité du preneur d'assurance, de l'assuré ou du bénéficiaire viole une loi ou réglementation applicable aux sanctions économiques et commerciales en vigueur.
- 3.**  
Zurich se réserve le droit de résilier le contrat si elle estime que le preneur d'assurance et/ou l'assuré sont considérés comme des personnes sanctionnées, ou si l'objet devient impossible en vertu des lois et règlements appliqués aux sanctions économiques et commerciales en vigueur.



## Garanties de risque, par objet assuré, dans la couverture de base et les couvertures complémentaires

Couverture de base		Champ d'application	
		Immeuble	Contenu
1	Incendie, foudre et explosion	•	•
2	Tempêtes	•	•
3	Inondations	•	•
4	Accidents géologiques	•	•
5	Dégâts des eaux	•	•
6	Recherche de défaillances	•	
7	Dommages esthétiques	•	
8	Dommages des canalisations souterraines	•	
9	Risques électriques - capital au premier risque	•	•
10	Marchandises réfrigérées		•
11	Vol		•
12	Dégâts immobiliers causés par vol	•	
13	Vol d'argent		•
14	Vol pratiqué sur les personnes assurées		•
15	Bris de glaces, vitres et sanitaires	•	•
16	Chute accidentelle de mobilier fixe	•	•
17	Responsabilité civile de l'assuré et du foyer familial	•	•
18	Responsabilité civile non contractuelle – dommages occasionnés par les biens assurés	•	•
19	Démolition et déblaiement	•	•
20	Retrait de boues	•	•
21	Bris ou chute de mâts d'antennes	•	
22	Bris ou chute accidentelle de panneaux solaires	•	
23	Remise en état de murs, portails et clôtures	•	
24	Remise en état de jardins	•	
25	Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux	•	•
26	Choc ou impact d'objets solides	•	•
27	Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés	•	•
28	Relogement temporaire		•
29	Perte de revenus	•	
30	Frais du logement assuré	•	
31	Dommages aux biens du propriétaire		•
32	Dommages aux biens des employés		•
33	Chute d'aéronefs	•	•
34	Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public	•	•
35	Actes de vandalisme	•	•
36	Fumée	•	•
37	Dégâts causés par la chaleur	•	•
38	Fuite des installations de climatisation	•	•
39	Mesures de l'autorité, des services publics et de secours	•	
40	Frais de documentation	•	•
41	Reconstitution de documents		•
42	Frais d'expertise technique	•	•
43	Défaillance de systèmes domotiques	•	
44	Accidents personnels	•	•
45	Réaménagement immobilier dû à un accident	•	
46	Assistance au domicile	•	•

Couvertures complémentaires		Champ d'application			
		Immeuble	Contenu	Véhicule	Animal
001	Actes de terrorisme	•	•		
002	Panne de machines		•		
003	Véhicules automobiles en garage			•	
004	Responsabilité civile d'animaux dangereux				•
005	Responsabilité civile bail (location touristique)	•	•		
006	Panneaux solaires	•			
007	Panneaux photovoltaïques	•			
008	Phénomènes sismiques	•	•		

**808. Capitaux, franchises et limites de garantie des couvertures base et complémentaires**

Couverture de base		Franchise *	Limites d'indemnisation par sinistre et annuité
1	Incendie, foudre et explosion	Sans franchise	Capital assuré
2	Tempêtes	Optionnelle	Capital assuré
3	Inondations	Optionnelle	Capital assuré
4	Accidents géologiques	Optionnelle	Capital assuré
5	Dégâts des eaux	Optionnelle	Capital assuré
6	Recherche de défaillances	Optionnelle	2 500 €
7	Dommages esthétiques	Sans franchise	2 500 €
8	Dommages des canalisations souterraines	Optionnelle	2 500 €
9	Risques électriques - capital au premier risque	100 €	Conformément à la valeur contractuelle pour un minimum de 5 000 €
10	Marchandises réfrigérées	Sans franchise	375 €
11	Vol	Optionnelle	Capital assuré
12	Dégâts immobiliers causés par vol	Optionnelle	Capital assuré
13	Vol d'argent	Sans franchise	250 €
14	Vol pratiqué sur les personnes assurées :	Sans franchise	
	Objets d'usage personnel		125 €
	Vol d'argent		125 €
	Documents à usage personnel		250 €
	Frais médicaux		250 €
15	Bris de glaces, vitres et sanitaires	Optionnelle	10 000 €
16	Chute accidentelle de mobilier fixe	Optionnelle	1 250 €
17	Responsabilité civile de l'assuré et du foyer familial	Optionnelle	50 000 €
18	Responsabilité civile non contractuelle – dommages occasionnés par les biens assurés	Optionnelle	50 000 €
19	Démolition et déblaiement	Sans franchise	10 % du capital assuré
20	Retrait de boues	Optionnelle	Capital assuré
21	Bris ou chute de mâts d'antennes	Optionnelle	Capital assuré
22	Bris ou chute accidentelle de panneaux solaires	Optionnelle	Capital assuré
23	Remise en état de murs, portails et clôtures	Optionnelle	10 000 €
24	Remise en état de jardins	Optionnelle	10 000 €
25	Choc ou impact de véhicules terrestres et d'animaux	Sans franchise	Capital assuré
26	Choc ou impact d'objets solides	Sans franchise	Capital assuré
27	Privation temporaire de l'usage des locaux loués ou occupés	Sans franchise	2 500 €, maximum de 180 jours
28	Relogement temporaire	Sans franchise	750 €
29	Perte de revenus	Sans franchise	10 000 €, maximum de 12 mois
30	Frais du logement assuré	Sans franchise	450 €, maximum de 90 jours
31	Dommages aux biens du propriétaire	Optionnelle	Capital assuré
32	Dommages aux biens des employés	Sans franchise	500 €
33	Chute d'aéronefs	Sans franchise	Capital assuré
34	Grèves, émeutes et atteintes à l'ordre public	Optionnelle	Capital assuré
35	Actes de vandalisme	Optionnelle	Capital assuré
36	Fumée	Optionnelle	Capital assuré
37	Dégâts causés par la chaleur	Sans franchise	250 €
38	Fuite des installations de climatisation	Optionnelle	Capital assuré
39	Mesures de l'autorité, des services publics et de secours	Sans franchise	Capital assuré
40	Frais de documentation	Sans franchise	750 €
41	Reconstitution de documents	Sans franchise	750 €
42	Frais d'expertise technique	Sans franchise	750 €
43	Défaillance de systèmes domotiques	Sans franchise	500 €
44	Accidents personnels	Sans franchise	
	Décès ou invalidité permanente		10 000 €
	Frais de traitement		1 000 €
45	Réaménagement immobilier dû à un accident	Sans franchise	15 000 €
46	Assistance au domicile	Sans franchise	•

## Capitaux, franchises et limites de garantie des couvertures base et complémentaires (suite)

Couvertures complémentaires		Franchise *	Limites d'indemnisation par sinistre et annuité
001	Actes de terrorisme	Optionnelle	Capital assuré
002	Panne de machines	Optionnelle	Capital assuré
003	Véhicules automobiles en garage	Optionnelle	Capital assuré
004	Responsabilité civile d'animaux dangereux	10 %	50 000 € par animal assuré
005	Responsabilité civile bail - location touristique	10 %	Capital assuré
006	Panneaux solaires	5 %	Capital assuré
007	Panneaux photovoltaïques	5 %	Capital assuré
008	Phénomènes sismiques	5 %	Capital assuré

### \* Franchises optionnelles

Le choix d'un régime de franchise s'applique uniformément à toutes les couvertures identifiées dans la condition particulière 808 avec franchise optionnelle.

Sont disponibles les systèmes de franchise fixe absolue suivants : « Sans franchises », 100 €, 250 € et 500 €.

Le régime « Sans franchises » est appliqué par défaut.

## Assistance au domicile - Garanties et limites d'indemnisation

Tableau 1 - Garanties d'assistance en cas de sinistre		Limite d'indemnisation
1.1 Envoi de professionnels		Illimité
1.2 Frais d'hôtel et de transport		600 €
1.3 Transport de mobilier		600 €
1.4 Coûts de blanchisserie et de restauration		600 €
1.5 Gardiennage		96 h ou 10 €/h, maximum 960 €/an
1.6 Garde d'animaux domestiques (chiens et chats)		10 jours ou/ 50 km en cas de transport
1.7 Perte ou vol de clés		Maximum 150 €/an
1.8 Retour anticipé	Transport	Illimité
	Hôtel	Maximum 150 €/an
1.9 Conseil juridique en cas de vol		Illimité
1.10 Remplacement de vidéo/TV, lave-vaisselle et lave-linge, réfrigérateur ou chauffe-eau		20 jours ou 400 €
1.11 Transmission de messages urgents		Illimité

Tableau 2 - Garanties en cas de maladie ou d'accident survenu dans l'habitation assurée		Limite d'indemnisation
2.1 Frais de soins infirmiers, sur ordonnance médicale		120 h
2.2 Envoi de médicaments au domicile		Illimité
2.3 Envoi d'un médecin au domicile Contribution par consultation 30,00 €	Consultation médicale	Maximum 100 €
	Transport	Illimité
2.4 Transport jusqu'à l'hôpital le plus proche du domicile		Illimité
2.5 Service d'information, de prise de rendez-vous de consultations et d'examens		Illimité
2.6 Assistance au domicile après retour de l'hôpital		30 jours, maximum de 450 €/an
2.7 Assistance au domicile		30 jours, maximum de 450 €/an
2.8 Interruption de voyage à la suite d'une hospitalisation ou du décès de la personne assurée		Illimité
2.9 Retour au lieu d'origine afin de récupérer un véhicule ou de poursuivre le voyage		Illimité
2.10 Charges inhérentes aux enfants		10 jours, maximum de 100 €
2.11 Approvisionnement en médicaments		Illimité

Tableau 3 - Garantie d'orientation téléphonique pour les symptômes et les questions		Limite d'indemnisation
3.1 Orientation téléphonique pour les symptômes et les questions 24 heures sur 24/365 jours par an		Illimité
3.2 Transport en ambulance		Illimité

Tableau 4 - Garantie d'assistance aux personnes		Limite d'indemnisation
4.1 Transport ou rapatriement sanitaire de blessés et de malades		Illimité
4.2 Accompagnement pendant le transport ou le rapatriement sanitaire		Illimité
4.3 Accompagnement de la personne assurée hospitalisée		60 €/jour, maximum de 600 €
4.4 Titre de transport aller-retour pour un membre de la famille et séjour	Transport	Illimité
	Séjour	60 €/jour, maximum de 600 €
4.5 Prolongement de séjour à l'hôtel		60 €/jour, maximum de 600 €
4.6 Transport ou rapatriement des personnes assurées		Illimité
4.7 Frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation à l'étranger		3 000 €/personne ou voyage, maximum de 15 000 € par sinistre
4.8 Transport ou rapatriement de personnes décédées et des personnes assurées accompagnantes	Transport	Illimité
	Séjour	60 €/jour, maximum de 600 €
4.9 Retour anticipé		Illimité
4.10 Assistance au bénéficiaire en cas de vol de bagages à l'étranger jusqu'à 100 Kg		Illimitée
4.11 Avances de fonds à l'étranger		2 000 €
4.12 Rapatriement de bagages à l'étranger		Illimité
4.13 Localisation et envoi de médicaments en urgence		Illimité
4.14 Perte de bagages en vol régulier		100 €
4.15 Transmission de messages		Illimité

Tableau 5 - Garantie d'envoi de professionnels et accès à d'autres services	Limite d'indemnisation
Envoi de professionnels et accès à d'autres services	Illimité